



L'ALLEMAGNE EN CRISE ?

UNE OPPORTUNITÉ POUR LA FRANCE POUR
REEQUILIBRER L'EUROPE ?

Par Pierre CLAIRE, Directeur adjoint du Millénaire



AVANT-PROPOS

« Homme malade de l'Europe » dans les années 1990 après la réunification, l'Allemagne a su, en se réformant, redevenir la première puissance européenne sous les années Schröder puis Merkel. Un retour au premier plan qui s'est fait au détriment de la France, seule encore à croire à l'existence d'un « couple franco-allemand ». Seulement, les années Merkel n'ont pas laissé que du bon : **crise migratoire, modèle économique dépendant de l'étranger, insécurité grandissante, déséquilibres régionaux, et montée des partis extrêmes**. L'Allemagne est aujourd'hui en crise et sa domination en Europe est de plus en plus contestée, par les pays du Sud sur les aspects économiques et par les pays de l'Est sur les aspects civilisationnels.

Étant donné que l'Allemagne est le principal partenaire commercial de la France, on aurait pu penser que ses difficultés nous pénaliseraient. **En 2023, les échanges franco-allemands représentaient 13,9 % du total des échanges de la France**, surpassant largement ceux avec d'autres partenaires tels que la Chine, l'Italie ou la Belgique, qui se situent autour de 8 % chacun, selon [Business France](#). Plus précisément, l'Allemagne est à la fois le premier client et le premier fournisseur de la France. **En 2023, elle représentait 13,7 % des exportations françaises, devant l'Italie (8,9 %), et 12,6 % des importations françaises, devant la Chine (9,9 %).**

Seulement, **ne serait-ce pas une opportunité pour la France, si elle parvient à se réformer structurellement, de rétablir un rapport de force plus équilibré avec l'Allemagne après l'avoir rattrapée sur le plan économique ?** Cela permettra à notre nation d'obtenir à nouveau des arbitrages plus favorables au niveau européen.

AVANT-PROPOS	2
DE LA REUNIFICATION AUX ANNEES 2000 : L'HOMME MALADE DE L'EUROPE	5
UNE DIGESTION DIFFICILE DE LA REUNIFICATION	5
DISPARITES ECONOMIQUES	5
DIVISIONS SOCIALES ET CULTURELLES	7
AJUSTEMENTS ECONOMIQUES A LONG TERME	8
L'HOMME MALADE DE L'EUROPE	10
REACTIONS EUROPEENNES FACE A LA REUNIFICATION ALLEMANDE.....	10
COMMENT L'ALLEMAGNE EST DEVENUE L'HOMME MALADE DE L'EUROPE ?	11
LE REGARD DE L'UNION EUROPEENNE.....	13
GERHARD SCHRÖDER : MIEUX PREPARER LE REBOND	15
AGENDA 2010 : LES REFORMES QUI ONT TRANSFORME L'ALLEMAGNE.....	15
L'HERITAGE DES REFORMES HARTZ : L'ALLEMAGNE BAT LA FRANCE	18
LES ANNEES MERKEL : L'HEGEMONIE EN EUROPE.....	22
DOMINATION ECONOMIQUE	22
LES PILIERS DU SUCCES ECONOMIQUE DE L'ALLEMAGNE	22
CONSEQUENCES DE LA DOMINATION ECONOMIQUE DE L'ALLEMAGNE	27
Domination politique et diplomatique	29
L'INFLUENCE DE L'ALLEMAGNE DANS L'UNION EUROPEENNE	29
LE ROLE DE L'ALLEMAGNE DANS LA DEFINITION DES POLITIQUES EUROPEENNES	32
L'INFLUENCE MONDIALE DE L'ALLEMAGNE.....	35
MALGRE CETTE PERIODE DOREE, DES PROBLEMES ONT SUBSISTE ET DE NOUVEAUX ONT FAIT SURFACE	37
L'IMPACT PERSISTANT DE LA REUNIFICATION	37
LA POSITION DE L'ALLEMAGNE DANS UN MONDE EN MUTATION.....	39
LES TROIS DEPENDANCES DE L'ALLEMAGNE.....	41
L'Allemagne EN CRISE : UNE OPPORTUNITE POUR LA France ?.....	43
Problèmes économiques	43
LE DEFICIT D'INNOVATION.....	43
LE DEFI ENERGETIQUE	45
PROBLEMES SOCIAUX, SECURITAIRES ET MIGRATOIRES	46
DISPARITES REGIONALES : LE FOSSE ENTRE L'EST ET L'OUEST	46
LE DEFI DE L'IMMIGRATION	49

PREOCCUPATIONS SECURITAIRES.....	50
PROBLEMES POLITIQUES	51
L'ERE POST-MERKEL	51
LE DECLIN DES PARTIS POLITIQUES TRADITIONNELS.....	52
LA MONTEE DES MOUVEMENTS EXTREMES	54
PROBLEMES DIPLOMATIQUES : PLACE DE L'ALLEMAGNE	55
UN FREIN A L'INTEGRATION EUROPEENNE.....	55
L'IMAGE DE L'ALLEMAGNE DANS LE MONDE.....	56
LES IMPLICATIONS DU DECLIN DIPLOMATIQUE DE L'ALLEMAGNE	58
CONCLUSION.....	59

DE LA REUNIFICATION AUX ANNEES 2000 : L'HOMME MALADE DE L'EUROPE

UNE DIGESTION DIFFICILE DE LA REUNIFICATION

La réunification allemande, le 3 octobre 1990, reste l'un des événements les plus marquants de l'histoire européenne récente. Elle symbolisait la fin de plusieurs décennies de division entre l'Allemagne de l'Est et l'Allemagne de l'Ouest, ouvrant une nouvelle ère d'unité nationale. Cependant, la voie vers une véritable intégration a été longue et semée d'embûches. Les défis étaient considérables et touchaient des domaines aussi variés que l'économie, le social et la culture. **L'intégration d'une Allemagne de l'Est économiquement affaiblie dans une Allemagne de l'Ouest prospère a eu un coût énorme, à la fois financier et sociétal, et les répercussions de ce processus se sont fait sentir tout au long des années 1990.**

DISPARITES ECONOMIQUES

Au cœur des difficultés de la réunification se trouvait l'énorme fossé économique entre l'Allemagne de l'Est et celle de l'Ouest. **Après des décennies de planification centralisée sous le régime socialiste, la République Démocratique Allemande (RDA) avait hérité d'une économie stagnante, inefficace et technologiquement dépassée.** À l'opposé, la République Fédérale d'Allemagne (RFA) avait prospéré sous un modèle d'économie de marché, devenant l'une des puissances industrielles les plus avancées du monde. La tâche de fusionner ces deux systèmes diamétralement opposés était titanesque, d'autant plus que **la productivité de l'Est ne représentait qu'environ 30 à 40 % de celle de l'Ouest.**

L'une des premières décisions majeures fut **l'introduction de l'Union monétaire, économique et sociale à la mi-1990, qui entraîna la conversion**

du mark est-allemand en mark ouest-allemand à un taux de 1:1. Si cette mesure fut bien accueillie politiquement, elle eut des effets désastreux sur l'économie de l'Est. **Elle augmenta artificiellement les salaires à l'Est, sans que la productivité ne suive.** Comme l'économiste Hans-Werner Sinn l'avait souligné, cela créa un grave déséquilibre sur le marché du travail, rendant de nombreuses entreprises est-allemandes non compétitives. En quelques années à peine, **le chômage dans l'Est atteignit des sommets, culminant à près de 20 % au milieu des années 1990**, provoquant des difficultés économiques généralisées et une migration importante vers l'Ouest.

Un autre élément perturbateur fut **le rôle de la Treuhandanstalt (agence fiduciaire)**, chargée de privatiser les entreprises publiques de l'Est. Si la mission de la Treuhand était de transformer ces entreprises en entités compétitives, la rapidité et l'ampleur des privatisations aboutirent à la fermeture massive d'entreprises jugées non viables. **Des milliers d'entreprises furent fermées, entraînant la perte de millions d'emplois.** Bien que certains investisseurs occidentaux aient acquis des actifs à des prix avantageux, le coût social pour l'Est fut dévastateur, à l'image des politiques de privatisations observées dans les autres pays de l'Est ou même en Russie à la même époque

Le coût total de la réunification est estimé entre 1 500 et 2 000 milliards d'euros¹, incluant les investissements dans les infrastructures, les paiements de sécurité sociale et les aides aux chômeurs. **Ces dépenses colossales ont lourdement pesé sur le budget allemand et ralenti la croissance économique au début des années 1990.** L'Allemagne, dans ce cas la RFA, qui était auparavant une locomotive de la croissance en Europe, a vu son économie ralentir sous le poids des coûts de la réunification. Malgré l'introduction de mesures fiscales telles que la taxe de solidarité pour financer la reconstruction, l'intégration de l'Est a été plus lente et plus difficile que prévu.

¹ « La réunification allemande a coûté 2 000 milliards d'euros », Le Point, mai 2014.

DIVISIONS SOCIALES ET CULTURELLES

La réunification a également mis en lumière les divisions sociales et culturelles profondes qui s'étaient formées au cours de la guerre froide. **Si la chute du mur de Berlin avait mis fin à la séparation physique, le « Mauer im Kopf » (mur dans les têtes) décrivait les divisions mentales et émotionnelles qui persistaient entre les populations des deux Allemagne.**

De nombreux Allemands de l'Ouest voyaient leurs homologues de l'Est comme inefficaces et peu productifs, tandis que les Allemands de l'Est se sentaient marginalisés et exclus par les changements rapides qui s'imposaient à eux. Pour beaucoup d'entre eux, **la réunification ressemblait plus à une annexion qu'à un partenariat égalitaire.** Le démantèlement rapide des institutions est-allemandes – tant politiques qu'économiques – fut mené selon les normes et les pratiques de l'Ouest, laissant de nombreux citoyens de l'Est avec un sentiment de dépaysement. Ce choc culturel fut amplifié par le fait que de nombreux postes clés dans la politique et les affaires furent occupés par des Allemands de l'Ouest, renforçant le sentiment d'aliénation à l'Est.

Les conséquences sociales de ces développements furent évidentes. Alors que le chômage augmentait et que le niveau de vie à l'Est restait nettement inférieur à celui de l'Ouest, **un sentiment de nostalgie pour la RDA commença à émerger. Ce phénomène, connu sous le nom d'Ostalgie, reflétait le regret de la stabilité et de la sécurité que le régime socialiste, malgré ses nombreux défauts, avait offertes.** L'emploi garanti, le logement abordable et un filet de sécurité sociale fiable étaient particulièrement regrettés durant les premières années tumultueuses de la réunification, alors que l'Est était confronté à une augmentation de la pauvreté et des inégalités. Ce sentiment d'Ostalgie reste vivace chez certains actuellement encore, et explique en partie les succès électoraux du BSW alors que Shara Wagenknecht est issue du parti communiste de RDA...

Les différences culturelles se manifestèrent également dans les préférences politiques. De nombreux Allemands de l'Est se sentaient déconnectés des

partis politiques dominants à l'Ouest, ce qui entraîna une montée en puissance des mouvements populistes dans l'Est. Cette fracture politique annonçait déjà les divisions politiques plus marquées des décennies suivantes, alors que le mécontentement de nombreux anciens citoyens de l'Est restait en grande partie ignoré par les partis traditionnels.

AJUSTEMENTS ECONOMIQUES A LONG TERME

À mesure que les années 1990 avançaient, il devint de plus en plus clair que la reprise économique de l'Est ne serait ni rapide ni facile. Malgré les transferts financiers massifs de l'Ouest vers l'Est, l'ancienne RDA restait bien en retrait du reste du pays. À la fin de la décennie, le PIB par habitant à l'Est était encore bien inférieur à celui de l'Ouest, et le chômage demeurait un problème majeur. Selon la Banque Mondiale, **le PIB par habitant des länder de l'Est représentent 43% du PIB par habitant des länder de l'Ouest au début des années 1990, contre près de 50% au tournant des années 2000.** Le rattrapage n'aboutira qu'au cours de la première décennie des années 2000 où le PIB par habitant des länder de l'Est ne représentent plus que 73% de celui des länder de l'Ouest avant la crise de la zone euro en 2009.

Le départ des jeunes travailleurs qualifiés vers l'Ouest accentua encore les difficultés, laissant l'Est avec une population vieillissante et un marché du travail affaibli. Cette situation demandait des mesures fortes et des ajustements massifs pour s'assurer que l'Allemagne réunifiée devienne un pays à part entière, ce qui n'était pas le cas malgré les dépenses engagées.

D'un point de vue politique, **la taxe de solidarité, créée pour financer la reconstruction de l'Est, devint un sujet de mécontentement.** De nombreux Allemands de l'Ouest la percevaient comme un fardeau excessif, **tandis que beaucoup à l'Est la considéraient comme un symbole de leur dépendance continue vis-à-vis de l'Ouest,** plutôt que comme un partenariat équitable. Cette dynamique tendit les discussions nationales sur la réunification, mettant en lumière les tensions entre les deux régions.

Même si les salaires et le niveau de vie s'améliorèrent progressivement, le fossé entre l'Est et l'Ouest resta un problème marquant au début du XXI^{ème} siècle. Les disparités en termes de richesse, d'emploi et d'influence politique reflétaient l'ombre longue projetée par la réunification et ses conséquences inégales.

La réunification fut un accomplissement monumental, mais elle s'accompagna de défis importants. Les disparités économiques entre l'Est et l'Ouest, ainsi que les divisions sociales et culturelles profondément enracinées, ont rendu le processus d'intégration long et ardu. Bien que de grands progrès aient été réalisés depuis les années 1990, l'héritage de cette période difficile persiste sous forme d'inégalités régionales et de divisions sociétales. Les coûts financiers et sociaux de la réunification ont été bien plus élevés que prévu, et l'intégration de l'Est reste un projet inachevé. En rétrospective, **les années 1990 montrent clairement que la réunification n'a pas été seulement une fusion politique et géographique, mais aussi économique, sociale et culturelle.** Les leçons de ce processus offrent des éclairages précieux sur les difficultés à surmonter les disparités régionales, dans un contexte mondial où les divisions économiques continuent de poser des défis importants à la cohésion nationale.

L'HOMME MALADE DE L'EUROPE

À travers le continent européen, la réunification allemande a suscité des sentiments mitigés, notamment en raison des implications économiques et politiques d'une fusion entre deux économies et sociétés qui avaient suivi des trajectoires radicalement différentes depuis 1945. **De nombreux dirigeants européens craignaient les coûts économiques et l'instabilité politique qui pourraient s'ensuivre.** Dès le milieu des années 1990, ces craintes se sont concrétisées : **l'Allemagne, qui peinait à faire face aux défis économiques de la réunification, s'est vue attribuer le surnom peu flatteur de "l'homme malade de l'Europe"**, en référence à la citation de Nicolas Ier désignant l'Empire ottoman au milieu du XIX^{ème} siècle.

REACTIONS EUROPEENNES FACE A LA REUNIFICATION ALLEMANDE

La réunification fut accueillie avec un mélange d'optimisme et de prudence en Europe. Symbole du renouveau politique du continent, elle était aussi source d'inquiétude, en particulier pour la France et le Royaume-Uni. La France, bien que publiquement favorable à la réunification, nourrissait aussi des réserves. **Le président François Mitterrand reconnaissait la nécessité du retour de l'Allemagne en tant que puissance unifiée, mais il était désireux de l'ancrer fermement dans les institutions européennes pour tempérer son poids.** C'est pourquoi **il fait de l'adhésion de l'Allemagne à l'Union monétaire et à l'euro, la condition *sine qua non* de l'accord de la France à la réunification** (la France étant une ancienne puissance occupante avec les Etats-Unis et le Royaume-Uni de la zone Ouest à la fin de la Seconde guerre mondiale avant leur fusion dans l'Allemagne de l'Ouest). Ce souci d'équilibre a donc fortement contribué à la promotion de l'intégration européenne, notamment avec le traité de Maastricht en 1992, qui posa les bases de l'Union européenne et prépara l'introduction de l'euro. De plus, ce dernier craignait qu'avec la réunification, l'Allemagne dépasserait la France à terme et deviendrait la première puissance économique continentale (à la place de la France).

Le Royaume-Uni, sous la direction de Margaret Thatcher, était également sceptique. Le gouvernement britannique craignait que la réunification ne bouleverse l'équilibre des pouvoirs en Europe, donnant lieu à une Allemagne dominante alors même que la stratégie britannique depuis la fin du XVIIIème siècle est de maintenir un équilibre des forces en Europe continentale pour éviter la constitution d'une puissance continentale trop forte. Bien que ces préoccupations fussent en grande partie géopolitiques, il y avait également une incertitude économique non négligeable.

Les coûts de la réunification, tant à court qu'à long terme, étaient incertains, et beaucoup en Europe redoutaient que la puissance économique allemande ne s'affaiblisse sous le poids de l'intégration d'une Allemagne de l'Est exsangue. **Malgré ces réticences, la reconnaissance du besoin de stabilisation politique et économique en Allemagne était largement partagée.** Pourtant, dès le milieu des années 1990, il devint clair que l'intégration économique de l'Allemagne de l'Est à celle de l'Ouest serait beaucoup plus compliquée – et coûteuse – que prévu.

COMMENT L'ALLEMAGNE EST DEVENUE L'HOMME MALADE DE L'EUROPE ?

La réunification intervient dans un contexte économique difficile pour les économies occidentales. Après la crise économique liée aux conséquences des chocs pétroliers au début des années 1980, les économies européennes se retrouvent à devoir composer avec la mondialisation et la globalisation économique. Cette nouvelle donne se matérialise par un accroissement de la concurrence pour les acteurs économiques européens, tant les États d'un point de vue de leur balance commerciale, les entreprises d'un point de vue de leur compétitivité coût et les salariés sur leurs salaires. **L'accélération de la mondialisation apporte la désindustrialisation des économies européennes en raison des nombreuses délocalisations de l'appareil productif dans de nouveaux marchés** comme le Japon, la Chine ou encore les Nouveaux Pays Industrialisés (NPI) tels que Hong-Kong, Singapour ou encore la Corée du Sud.

L'optimisme entourant la réunification allemande a rapidement laissé place à une réalité économique difficile. À la fin des années 1980, la RDA était économiquement affaiblie, avec des industries obsolètes, une faible productivité et une infrastructure sous-développée. Fusionner cet ensemble avec l'économie robuste et tournée vers l'exportation de la République Fédérale d'Allemagne (RFA) s'est révélé être un défi colossal. **La décision du gouvernement de convertir le mark est-allemand en mark ouest-allemand à un taux de 1:1, bien que politiquement symbolique, a eu des conséquences économiques néfastes.** Cette politique a entraîné une hausse artificielle des salaires dans l'Est, sans que cela ne soit soutenu par des gains de productivité correspondants, ce qui a sévèrement compromis la compétitivité des entreprises de l'Est.

En 1995, le taux de chômage dans les Länder de l'Est atteignait près de 20 %, tandis que des pans entiers de l'industrie n'étaient plus viables dans une économie de marché. L'impact économique de cette situation se faisait sentir dans tout le pays. L'Allemagne, longtemps perçue comme la locomotive économique de l'Europe, se trouvait plongée dans la stagnation. **La croissance n'était que de 1 % en 1996, tandis que le chômage continuait d'augmenter.** Une économie autrefois dynamique et florissante faisait face à des faiblesses structurelles profondes et difficiles à surmonter. Le coût financier de la réunification, incluant des investissements massifs dans les infrastructures, les prestations sociales et les subventions à l'Est, exerçait une pression considérable sur le budget allemand. En effet, **selon la Banque mondiale, le déficit public de l'Allemagne est structurellement supérieur à 3% entre 1990 et 2000 hormis sur les exercices 1996, 1998 et 1999².**

Le terme "l'homme malade de l'Europe" est apparu durant cette période pour décrire la chute inattendue de l'Allemagne. D'autres économies européennes – bien qu'elles aient aussi leurs propres défis – surpassaient l'Allemagne en termes de croissance, d'emploi et de santé budgétaire. La France et le Royaume-Uni, malgré leurs difficultés, ne connaissaient pas la

² <https://fr.countryeconomy.com/gouvernement/deficit/allemande>

même stagnation économique. **L'Allemagne, autrefois championne de l'intégration économique européenne, se retrouvait en difficulté pour s'adapter aux complexités de la réunification.** Le marché du travail rigide, les coûts salariaux élevés et un environnement réglementaire complexe aggravaient la situation, décourageant les investissements et entravant l'innovation.

LE REGARD DE L'UNION EUROPEENNE

Les difficultés économiques de l'Allemagne n'étaient pas seulement un problème national ; **elles soulevaient des préoccupations importantes au sein de l'Union européenne.** En tant que l'une des plus grandes économies du bloc, la santé financière de l'Allemagne était cruciale pour la stabilité du continent. Pourtant, **au milieu des années 1990, le déficit budgétaire allemand dépassait le seuil de 3 % du PIB fixé par le Pacte de stabilité et de croissance de l'UE comme nous l'avons montré précédemment.** Les critères de Maastricht, conçus pour assurer la responsabilité budgétaire des États membres, étaient ainsi mis à l'épreuve par le pays qui avait contribué à les définir.

À Bruxelles, **l'aggravation de la situation budgétaire de l'Allemagne était source de préoccupation croissante.** Le Pacte de stabilité et de croissance, finalisé en 1997, visait à promouvoir la discipline budgétaire dans la zone euro en vue de l'introduction de la monnaie unique. Or, **les dépenses publiques croissantes de l'Allemagne, principalement dues aux coûts de la réunification et au soutien social dans les nouveaux Länder, rendaient difficile le respect de ces règles.** À la fin des années 1990, la dette publique allemande avait fortement augmenté, atteignant près de 60 % du PIB. Cette évolution était préoccupante, en particulier pour un pays longtemps considéré comme le modèle de prudence budgétaire en Europe.

Pour l'Union européenne, le déficit budgétaire allemand posait deux problèmes majeurs. D'une part, il remettait en cause la crédibilité des critères de Maastricht. Si l'Allemagne, la plus grande économie de l'UE, ne pouvait pas respecter les exigences budgétaires, comment les pays plus

faibles pourraient-ils s'y conformer ? D'autre part, les difficultés économiques de l'Allemagne menaçaient la stabilité économique globale de l'Europe. En tant que premier pays exportateur d'Europe, le ralentissement allemand avait des répercussions immédiates sur ses voisins. La baisse de la demande allemande pour les biens étrangers affectait les exportateurs en France, en Italie et aux Pays-Bas, tandis que le rôle affaibli de l'Allemagne comme moteur de croissance européenne sapait les efforts de relance économique sur le continent, à l'approche du lancement de l'euro en 1999.

La Bundesbank allemande, longtemps bastion du conservatisme monétaire, se trouvait également confrontée à des difficultés. Alors que l'inflation était maîtrisée, la stagnation de la croissance rendait la politique traditionnelle de la stabilité des prix moins tenable. Ce changement de priorités suscitait des inquiétudes à Bruxelles quant à la capacité de l'Allemagne à diriger efficacement le projet de l'euro. La perception de l'Allemagne en tant qu'ancre fiscale se fragilisait, et cette instabilité générait de l'anxiété chez les décideurs européens.

GERHARD SCHRÖDER : MIEUX PREPARER LE REBOND

À la fin des années 1990, **l'Allemagne faisait face à une période de stagnation économique qui menaçait de saper sa position de puissance économique dominante en Europe**. Le pays était accablé par un chômage élevé, une croissance lente et un système de protection sociale devenu insoutenable. Le gouvernement du chancelier Gerhard Schröder répondit par une série de réformes audacieuses et souvent controversées. Connues sous le nom d'Agenda 2010, ces réformes, mises en place entre 2003 et 2005, ont profondément transformé l'économie allemande et préparé le terrain pour ses succès futurs. Bien que politiquement difficiles et initialement impopulaires, ces mesures étaient essentielles pour rendre l'Allemagne plus compétitive et résiliente dans un monde de plus en plus globalisé.

AGENDA 2010 : LES REFORMES QUI ONT TRANSFORME L'ALLEMAGNE

Le gouvernement de Gerhard Schröder, arrivé au pouvoir en 1998, hérita d'une économie en urgence de réformes. Malgré une coalition avec le Parti social-démocrate (SPD) et le Parti des Verts, qui aurait présagé une politique progressiste et de gauche, **Schröder comprit que pour s'attaquer aux problèmes structurels de l'Allemagne, il fallait prendre des mesures audacieuses, quitte à remettre en cause certains fondements traditionnels de son propre parti.**

En 1998, le taux de chômage atteignait plus de 11 %, avec plus de quatre millions de personnes sans emploi. Le marché du travail allemand était rigide, avec des coûts de main-d'œuvre élevée et des réglementations strictes qui décourageaient l'embauche. Cette rigidité rendait difficile pour les entreprises de s'adapter dans une économie mondiale en pleine mutation, où la concurrence de l'Europe de l'Est et de l'Asie devenait de plus en plus redoutable. Si l'Allemagne voulait rester compétitive et maintenir sa position de leader en Europe, elle devait réformer en profondeur son modèle économique car le système de protection sociale, autrefois considéré comme l'un des piliers de la prospérité allemande d'après-guerre, devenait

désormais insoutenable dans un contexte de faible croissance et de concurrence mondiale croissante.

En 2003, le gouvernement introduisit l'Agenda 2010, un ensemble de réformes visant à moderniser l'économie, accroître la flexibilité du marché du travail et réduire la pression sur le système de protection sociale.

- Réformes du marché du travail

Le volet le plus significatif et controversé de l'Agenda 2010 fut la réforme du marché du travail, encapsulée dans les réformes Hartz (du nom de Peter Hartz, un cadre de Volkswagen qui présidait la commission ayant conçu ces réformes). Mise en œuvre entre 2003 et 2005, ces réformes modifièrent en profondeur le fonctionnement du marché du travail en Allemagne :

- Hartz I et II : Ces réformes introduisirent de nouvelles formes d'emploi, comme les "mini-jobs" et les "midi-jobs", qui permettaient d'embaucher des travailleurs à temps partiel avec des cotisations sociales réduites. Cette flexibilité accrue visait à créer de nouvelles opportunités d'emploi, notamment pour les travailleurs peu qualifiés.
- Hartz III : Cette phase réorganisa l'Agence fédérale pour l'emploi, la rendant plus efficace et mieux orientée pour aider les chômeurs à retrouver un emploi rapidement. L'objectif était de réduire le chômage de longue durée en améliorant la mise en relation entre les demandeurs d'emploi et les opportunités disponibles.
- Hartz IV : Sans doute la réforme la plus controversée, Hartz IV fusionna les allocations chômage avec l'aide sociale, réduisant considérablement la durée des allocations chômage. Les critiques affirmèrent que cette réforme contraignait de nombreux travailleurs à accepter des emplois précaires et mal payés, tandis que les partisans y voyaient un nécessaire incitatif pour pousser les individus à réintégrer le marché du travail.

Bien que ces réformes aient été politiquement explosives, surtout au sein du SPD, qui défendait traditionnellement les protections des travailleurs, elles étaient indispensables pour réduire le chômage et améliorer la flexibilité du marché du travail. En permettant la création d'emplois à temps partiel et de bas salaires, **les réformes contribuèrent à abaisser le taux de chômage et à augmenter le taux de participation à la population active.**

- Réformer l'État-providence

L'État-providence allemand, bien qu'historiquement généreux, était devenu insoutenable à la fin des années 1990. Le coût des prestations sociales, y compris les pensions et les assurances chômage, pesait lourdement sur les finances publiques. L'Agenda 2010 introduisit une série de mesures visant à rendre l'État-providence plus durable sans pour autant démanteler complètement le filet de sécurité sociale :

- Allocations chômage : Hartz IV réduisit la durée des allocations chômage et poussa les bénéficiaires vers l'aide sociale s'ils restaient au chômage trop longtemps. Bien que cette mesure ait été impopulaire, elle était perçue comme un pas nécessaire pour garantir la viabilité du système de protection sociale à long terme.
- Réforme des retraites : Le gouvernement augmenta également l'âge de la retraite et encouragea l'épargne privée pour compléter le système de retraite public. Cela fut essentiel pour réduire la charge future sur l'État alors que le vieillissement de la population commençait à se faire sentir.
- Réforme du système de santé : Des efforts furent également déployés pour maîtriser la hausse des coûts de santé en augmentant la contribution des patients et en réduisant les dépenses publiques dans les services de santé. Ces réformes visaient à rendre le système de santé plus efficace et financièrement viable sur le long terme.

Ces réformes de l'État-providence, bien que douloureuses pour beaucoup, ont aidé à réduire la pression sur les finances publiques et à assurer la pérennité des principaux programmes sociaux à l'avenir. La flexibilité économique acquise grâce à ces réformes permit également à l'Allemagne de traverser la crise financière mondiale de 2008 mieux que beaucoup de ses voisins européens. Le programme Kurzarbeit, qui permettait aux entreprises de réduire les heures de travail plutôt que de licencier les employés, joua un rôle clé pour maintenir un faible taux de chômage pendant la crise. Cette flexibilité, qui aurait été impossible sans les réformes du marché du travail du début des années 2000, permit à l'Allemagne de sortir de la crise plus forte que jamais.

L'HERITAGE DES REFORMES HARTZ : L'ALLEMAGNE BAT LA FRANCE

Les réformes Hartz, mises en œuvre en Allemagne entre 2003 et 2005, ont joué un rôle déterminant dans la transformation de l'économie allemande, la propulsant au rang de première puissance économique européenne. Bien que les réformes de Schröder aient suscité une opposition significative à l'époque, tant sur le plan national qu'international, elles eurent finalement un effet transformateur sur l'économie allemande. Au milieu des années 2000, les bénéfices de ces mesures difficiles commençaient à apparaître. Le chômage diminua progressivement, et la compétitivité économique du pays s'améliora nettement. **Bien que la création d'emplois à bas salaires grâce aux réformes Hartz fût controversée, elle permit de réduire le chômage structurel et d'encourager davantage d'Allemands à rejoindre la population active.** En comparaison, la politique économique menée par le gouvernement de Lionel Jospin en France, de 1997 à 2002, n'a pas produit des résultats aussi significatifs.

Trois raisons principales expliquent pourquoi les réformes Hartz ont surpassé la politique de Jospin sur le plan économique reléguant structurellement la France derrière l'Allemagne.

Premièrement, **les réformes Hartz ont considérablement amélioré la flexibilité du marché du travail allemand, favorisant une réduction notable du chômage.** Avant ces réformes, l'Allemagne était souvent qualifiée de "malade de l'Europe", avec un taux de chômage atteignant 11,7 % en 2005, selon les données de l'Office fédéral de la statistique allemand (*Statistisches Bundesamt*). Les réformes, notamment Hartz IV, ont fusionné l'aide sociale et les allocations chômage de longue durée, incitant les bénéficiaires à réintégrer le marché du travail. Selon un rapport de l'Institut de recherche sur le travail (IAB), **le taux de chômage a diminué régulièrement, atteignant 5,5% en 2012, soit une réduction de plus de 50% en 7 ans.** En comparaison, **la France, sous le gouvernement Jospin, a connu une baisse du chômage de 12,5 % en 1997 à 8,6 % en 2002, soit une réduction de 31 %, selon les statistiques de l'Insee.** Bien que notable, cette

diminution reste inférieure à celle observée en Allemagne après les réformes Hartz. **La France n'a donc pas bénéficié du cycle économique porteur à partir de 2001.**

Deuxièmement, **les réformes Hartz ont stimulé la compétitivité internationale de l'Allemagne en modérant la croissance des coûts salariaux unitaires.** En introduisant des mini-jobs et en facilitant les emplois temporaires, les réformes ont permis aux entreprises de mieux contrôler leurs coûts de main-d'œuvre. **Entre 2003 et 2008, les coûts salariaux unitaires en Allemagne ont augmenté de seulement 1,6 %, selon un rapport de la Banque centrale européenne, contre 14,6 % en France sur la même période.** Cette modération des coûts a renforcé la compétitivité des exportations allemandes, **contribuant à un excédent commercial de 195 milliards d'euros en 2008, tandis que la France enregistrait un déficit commercial de 56 milliards d'euros la même année, selon Eurostat.**

Troisièmement, **les réformes Hartz ont favorisé une croissance économique plus robuste en Allemagne par rapport à la France.** Entre 2004 et 2008, **le PIB allemand a crû en moyenne de 2,0 % par an, contre 1,5 % pour la France, selon les chiffres de la Banque mondiale.** Cette croissance supérieure s'explique en partie par une augmentation de l'emploi et une compétitivité accrue des entreprises allemandes sur les marchés internationaux. En 2007, **l'Allemagne est devenue la 3^e économie mondiale en termes de PIB nominal, dépassant ainsi la France** et consolidant sa position de leader économique en Europe, selon le FMI. Bien que les réformes de Schröder aient suscité une opposition significative à l'époque, tant sur le plan national qu'international, elles eurent finalement un effet transformateur sur l'économie allemande. Au milieu des années 2000, les bénéfices de ces mesures difficiles commençaient à apparaître. Le chômage diminua progressivement, et la compétitivité économique du pays s'améliora nettement. Bien que la création d'emplois à bas salaires grâce aux réformes Hartz fût controversée, elle permit de réduire le chômage structurel et d'encourager davantage d'Allemands à rejoindre la population active. La flexibilité économique acquise grâce à ces réformes permit

également à l'Allemagne de traverser la crise financière mondiale de 2008 mieux que beaucoup de ses voisins européens. Le programme Kurzarbeit, qui permettait aux entreprises de réduire les heures de travail plutôt que de licencier les employés, joua un rôle clé pour maintenir un faible taux de chômage pendant la crise. Cette flexibilité, qui aurait été impossible sans les réformes du marché du travail du début des années 2000, permit à l'Allemagne de sortir de la crise plus forte que jamais.

Enfin dernier point, **le succès de ces réformes renforça également la position de l'Allemagne en Europe et dans le monde.** Alors que beaucoup de ses voisins européens luttèrent pour surmonter leurs propres crises économiques, l'Allemagne s'imposa comme le leader économique du continent. Les pays d'Europe de l'Est, en particulier, regardaient vers l'Allemagne comme un modèle de gestion des transitions économiques. Les relations étroites que l'Allemagne avait établies avec ces pays, en partie grâce à la politique étrangère proactive de Schröder, lui permirent de sécuriser de nouveaux marchés et opportunités d'investissement.

L'Allemagne joua également un rôle clé dans le soutien à l'élargissement de l'Union européenne pour inclure les pays d'Europe de l'Est. Le gouvernement de Schröder fut un fervent défenseur de l'expansion de l'UE, y voyant à la fois une opportunité économique et un moyen de garantir la stabilité régionale. À mesure que l'économie allemande se redressait, son influence au sein de l'UE s'accroissait, consolidant ainsi son rôle de moteur économique de l'Europe. **Les réformes introduites par le gouvernement de Gerhard Schröder à la fin des années 1990 et au début des années 2000 furent à la fois difficiles et politiquement risquées,** mais elles étaient essentielles pour assurer l'avenir économique de l'Allemagne. Le programme Agenda 2010 aborda des problèmes structurels profonds dans le marché du travail, le système de protection sociale et les finances publiques, préparant ainsi le pays aux défis de la mondialisation et de l'intégration européenne. Bien que ces réformes aient été initialement impopulaires, leurs bénéfices à long terme sont indéniables. Au milieu des

années 2000, l'Allemagne avait retrouvé sa place de première puissance économique européenne, et l'héritage de l'ère Schröder continue d'influencer les débats sur la réforme économique et la politique fiscale en Europe aujourd'hui.

LES ANNEES MERKEL : L'HEGEMONIE EN EUROPE

DOMINATION ECONOMIQUE

La transformation de l'Allemagne, passée du statut de "l'homme malade de l'Europe" dans les années 1990 à celui de puissance économique de l'Union européenne dans les années 2010, est l'un des exemples les plus marquants de redressement économique dans l'histoire contemporaine. Ce changement, qui s'est principalement opéré sous la direction d'Angela Merkel (2005-2021), a eu lieu dans un contexte de turbulences économiques mondiales, en bâtissant un modèle qui a surmonté les crises : crise financière de 2008, la crise de la dette de la zone euro et crise sanitaire. Malgré ces défis, l'Allemagne n'a pas seulement survécu, elle est devenue la force dominante en Europe.

Sous la direction de Merkel, l'Allemagne a capitalisé sur les réformes précédemment décrites, renforçant son statut de moteur industriel de l'Europe. Entre 2005 et 2021, le pays a connu une croissance régulière, un chômage historiquement bas et une forte augmentation des exportations mondiales. En 2021, **l'Allemagne était la 4^e plus grande économie mondiale et représentait plus de 25 % du PIB de l'Union européenne. Les excédents commerciaux constants du pays, soutenus par un secteur manufacturier robuste, ont consolidé son statut de superpuissance économique.**

LES PILIERS DU SUCCES ECONOMIQUE DE L'ALLEMAGNE

Plusieurs facteurs clés, ou piliers, ont soutenu la domination économique de l'Allemagne sous Merkel. Ces piliers ont garanti la solidité de la trajectoire de croissance du pays, même face à des défis économiques mondiaux importants.

Une base industrielle orientée vers les exportations

Un pilier central du succès économique de l'Allemagne a été son secteur industriel très efficace et tourné vers l'exportation. Des industries clés comme la fabrication automobile, l'ingénierie mécanique, la chimie et l'électronique dominent non seulement sur le marché intérieur mais aussi au niveau mondial. **Les géants industriels allemands, tels que Volkswagen, Siemens et BASF, sont reconnus dans le monde entier pour la qualité de leurs produits et leur capacité d'innovation.**

Le succès de l'Allemagne en matière d'exportations peut s'expliquer par plusieurs facteurs. Premièrement, l'accent mis de longue date sur les entreprises du Mittelstand — des PME spécialisées dans des créneaux de marché et produisant des produits hautement spécialisés — joue un rôle clé. De plus, **la réputation de l'Allemagne pour son ingénierie de haute qualité et sa fabrication de précision a assuré une forte demande pour ses biens, notamment sur des marchés en forte croissance comme la Chine.** En 2021, la Chine était devenue le principal partenaire commercial de l'Allemagne, avec des exportations se chiffrant en milliards d'euros en machines, automobiles et produits technologiques de haute qualité.

Ensuite, au-delà des acteurs économiques, l'Allemagne d'Angela Merkel a mis en place une politique permettant de créer un cadre favorable aux entreprises tournées vers l'export. Parmi celles-ci, **la réforme de l'imposition des entreprises en 2008 a abaissé le taux d'imposition effectif de 38,7% à environ 29,8%**, ce qui a permis aux entreprises d'investir davantage dans leur expansion à l'international. A titre de comparaison, **le taux d'impôt sur les sociétés en France est resté en moyenne à 35%, soit un écart de plus de 5 points.** Angela Merkel a également **modernisé les infrastructures de transport avec des investissements massifs à travers le plan fédéral pour les infrastructures routières adopté en 2016, lequel a consacré 270 milliards d'euros à l'amélioration des chaînes logistiques des entreprises exportatrices.** Elle a aussi maintenu les réformes du marché du travail initiées avant son mandat, évitant de compromettre la compétitivité des entreprises par des coûts salariaux trop élevés.

L'excédent commercial de l'Allemagne est un indicateur clé de sa réussite. En 2021, l'excédent commercial allemand était le 2^e plus élevé au monde, soulignant son rôle en tant qu'exportateur mondial. Cet excédent, alimenté par la demande de produits manufacturés allemands (la Deutsch Qualität), a constamment soutenu la croissance et l'emploi dans tout le pays. Sous Merkel, l'Allemagne a maintenu des excédents commerciaux records, devenant le premier exportateur mondial en 2008. À titre d'exemple, l'excédent commercial de l'Allemagne était de 159 milliards d'euros en 2005, montant à 247 milliards d'euros en 2015, soit 7,9 % du PIB, et atteignant encore 182 milliards d'euros en 2020 malgré la pandémie. Ces performances ont été portées par les exportations de produits industriels de haute technologie, tels que les automobiles, les machines-outils et les équipements médicaux, vers des marchés-clés comme la Chine, les États-Unis et l'Union européenne.

En construisant un modèle exportateur compétitif, **l'Allemagne s'est préparée à affronter un commerce international toujours plus compétitif** marqué par l'arrivée de nouveaux acteurs (BRICS, pays du G20, nouveaux pays émergents, etc.). Ainsi, **sur le plan européen et international, Angela Merkel a soutenu activement le libre-échange et négocié des accords commerciaux qui ont directement bénéficié aux exportateurs allemands.** **L'accord UE-Corée du Sud de 2011** a par exemple ouvert des marchés prometteurs pour l'industrie automobile allemande. De même, **l'accord UE-Japon de 2019** a supprimé 97 % des droits de douane sur les produits européens exportés vers le Japon, ce qui a accru les exportations allemandes de biens industriels. Merkel a également intensifié les partenariats économiques avec la Chine, devenue le principal partenaire commercial de l'Allemagne dès 2016. **Les échanges bilatéraux entre les deux pays ont atteint environ 206 milliards d'euros en 2019.**

Flexibilité du marché du travail et réformes sociales

Les réformes du marché du travail introduites par l'Agenda 2010 ont joué un rôle crucial dans la revitalisation de l'économie allemande sous Merkel. En rendant le marché du travail plus flexible et en encourageant les

emplois à temps partiel et à bas salaires, ces réformes ont permis de réduire le chômage structurel, qui avait tourmenté le pays dans les années 1990. En 2021, le taux de chômage de l'Allemagne avait chuté à des niveaux historiquement bas, passant de plus de 11 % en 2005 à moins de 6 %.

Le système de formation duale en Allemagne, qui combine **formation professionnelle et enseignement en classe**, a également largement contribué à la réussite du marché du travail. Ce système a permis aux travailleurs allemands d'être hautement qualifiés, les rendant ainsi plus productifs et adaptables dans une économie mondiale en rapide évolution. En conséquence, l'Allemagne a réussi à maintenir des niveaux élevés d'emploi même pendant les périodes d'incertitude économique mondiale, comme la crise financière de 2008 et la pandémie de COVID-19 en 2020.

Discipline budgétaire

Un autre élément clé de la domination économique de l'Allemagne a été sa discipline budgétaire. Le gouvernement de Merkel s'est engagé à maintenir des budgets équilibrés et à maîtriser la dette publique, une position consacrée par la *Schuldenbremse* (frein à l'endettement), inscrite dans la Constitution allemande en 2009. Cet engagement en faveur de la prudence budgétaire a permis à l'Allemagne de disposer des ressources nécessaires pour gérer les crises et maintenir la stabilité, même lorsque d'autres pays européens étaient confrontés à des dettes croissantes et à l'effondrement économique.

Dès son arrivée au pouvoir en 2005, **elle a adopté une approche centrée sur la consolidation budgétaire**. Une étape majeure a été l'introduction en 2009 de la règle d'or budgétaire (*Schuldenbremse*), inscrite dans la Constitution allemande. **Cette règle limite le déficit structurel du budget fédéral à 0,35 % du PIB et impose aux Länder d'équilibrer leurs budgets sans emprunter à partir de 2020.** Cette loi, votée par le Bundestag et le Bundesrat, a servi de fondement à une gestion stricte des dépenses publiques tout en protégeant les investissements stratégiques.

Angela Merkel a également soutenu **des réformes fiscales pour augmenter les recettes tout en maîtrisant les dépenses**. En 2007, elle a mis en œuvre **une augmentation de la TVA, passant de 16 % à 19 %**, pour réduire les déficits budgétaires. Cette mesure a généré des recettes supplémentaires estimées à **25 milliards d'euros par an**, selon le ministère fédéral des Finances. Parallèlement, des efforts ont été faits pour optimiser l'efficacité de l'administration publique, notamment à travers la modernisation des systèmes de gestion financière.

Cette rigueur budgétaire allemande s'est particulièrement illustrée lors de la crise de la zone euro. Alors que des pays comme la Grèce, l'Espagne et l'Italie luttaienent contre la montée de leur dette et nécessitaient des renflouements, l'Allemagne s'est imposée comme l'architecte principal de la réponse de l'Union européenne. Merkel a insisté sur des mesures d'austérité strictes et des réformes structurelles comme conditions d'aide financière, renforçant ainsi le rôle de l'Allemagne dans la définition des politiques économiques de l'UE.

Innovation et leadership technologique

Le succès économique de l'Allemagne sous Merkel ne repose pas uniquement sur sa force industrielle et sa discipline budgétaire. Le pays a également mis un accent fort sur l'innovation et les avancées technologiques, se positionnant comme un leader mondial dans les industries du futur.

L'engagement de l'Allemagne en faveur de la recherche et du développement (R&D) dans les domaines de la fabrication avancée, de l'automatisation et des technologies vertes, a garanti que ses industries restent compétitives à l'échelle mondiale. A titre d'exemple, Angela Merkel a soutenu un accroissement significatif des investissements dans la R&D pour atteindre les objectifs européens définis par la stratégie de Lisbonne et, plus tard, la stratégie Europe 2020. **En 2006, son gouvernement a adopté un plan visant à consacrer 3 % du PIB à la R&D d'ici 2010, un objectif atteint en 2012 et maintenu ensuite**. Selon les données de l'OCDE, les

dépenses en R&D en Allemagne représentaient environ 3,2 % du PIB en 2019, bien au-dessus de la moyenne européenne de 2,1 %. **Ces financements ont été répartis entre le secteur public et privé. Merkel a renforcé la coopération entre universités, instituts de recherche, et entreprises pour dynamiser l'innovation technologique**, en particulier dans les industries stratégiques comme l'automobile, la chimie, et l'ingénierie.

L'initiative Industrie 4.0, lancée sous la direction de Merkel, visait à numériser l'industrie manufacturière allemande en intégrant des technologies telles que l'intelligence artificielle, la robotique et l'analyse de données. Cette approche tournée vers l'avenir a permis à l'Allemagne de maintenir son avantage concurrentiel, même alors que l'économie mondiale se tournait vers des industries de plus en plus fondées sur la connaissance et les technologies de pointe.

CONSEQUENCES DE LA DOMINATION ECONOMIQUE DE L'ALLEMAGNE

Bien que le succès économique de l'Allemagne ait apporté prospérité au pays et renforcé son rôle de leader en Europe, il a également eu des conséquences importantes pour l'Union européenne et l'économie mondiale.

Leadership et influence au sein de l'Union européenne

La force économique de l'Allemagne lui a permis d'exercer une influence considérable sur l'orientation de l'Union européenne, en particulier en temps de crise. Lors de la crise de la zone euro, le gouvernement de Merkel a pris les rênes des négociations pour les renflouements des États membres en difficulté, imposant souvent des conditions strictes exigeant des mesures d'austérité et des réformes structurelles. Bien que cette approche ait permis de stabiliser la zone euro, elle n'a pas été sans controverse. Les pays d'Europe du Sud, en particulier, ont critiqué l'accent mis par l'Allemagne sur l'austérité, arguant que cela avait aggravé les récessions et accentué le chômage dans leurs économies. Cette critique du « Consensus de Berlin » et les rancœurs de l'époque restent vivaces, même 10 ans après les faits.

Néanmoins, le leadership de l'Allemagne au sein de l'UE était indéniable. Sa domination économique, combinée à son influence politique, en a fait le principal décideur à Bruxelles, en particulier sur les questions de gouvernance économique et de politique monétaire.

Rôle économique mondial et relations commerciales

Sur la scène mondiale, **le statut de l'Allemagne en tant que puissance exportatrice a renforcé son influence dans les négociations commerciales internationales et la diplomatie économique**. En tant que membre de premier plan du G20 et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'Allemagne a joué un rôle central dans la définition des politiques économiques mondiales.

Cependant, les excédents commerciaux persistants de l'Allemagne ont été une source de tensions, notamment avec les États-Unis. Les administrations américaines successives, de Barack Obama à Donald Trump, ont critiqué l'Allemagne pour sa dépendance aux exportations et sa réticence à stimuler la demande intérieure, affirmant que cela contribuait aux déséquilibres commerciaux mondiaux. Le gouvernement allemand a défendu son modèle économique, mettant en avant la compétitivité du pays et la solidité de son secteur industriel, mais les critiques ont mis en lumière la complexité de sa domination économique sur la scène mondiale.

Conséquences internes et inégalités

Bien que le succès économique de l'Allemagne ait été célébré à l'international, il a également posé des défis internes. La flexibilité du marché du travail introduite par les réformes Hartz a conduit à la montée d'un secteur à bas salaires, avec de nombreux travailleurs occupant des emplois à temps partiel ou temporaires. Cela a contribué à une augmentation des inégalités de revenus, avec un fossé croissant entre les travailleurs qualifiés et bien rémunérés et ceux dans des emplois plus précaires et moins bien payés.

En outre, la dépendance de l'Allemagne à l'égard des exportations rend son économie vulnérable aux chocs externes. Le ralentissement du commerce mondial pendant la pandémie de COVID-19 a révélé cette vulnérabilité, la demande de biens allemands ayant chuté, en particulier sur des marchés clés comme la Chine et les États-Unis.

DOMINATION POLITIQUE ET DIPLOMATIQUE

L'INFLUENCE DE L'ALLEMAGNE DANS L'UNION EUROPEENNE

Sous la direction d'Angela Merkel, **l'Allemagne est devenue le leader incontesté de l'Union européenne**, fixant le cap de nombreuses décisions économiques, politiques et diplomatiques du bloc. La capacité de Merkel à naviguer dans les complexités de l'intégration européenne, tout en gérant les attentes des parties prenantes nationales et internationales, a permis à l'Allemagne d'assumer un rôle de leadership que peu d'autres pays pouvaient rivaliser.

Le leadership économique

La force économique de l'Allemagne, **fondée sur une discipline budgétaire stricte et une base industrielle solide**, est devenue la pierre angulaire de son influence en Europe, en particulier durant la crise de la dette de la zone euro. En tant que plus grande économie de l'UE, l'Allemagne n'était pas seulement un participant à la réponse à la crise, mais l'architecte principal des solutions qui ont façonné la reprise économique du continent.

Le Mécanisme européen de stabilité (MES ou ESM en anglais), créé en 2012 pour fournir une aide financière aux pays en difficulté de la zone euro, a été fortement influencé par les préférences politiques allemandes. Merkel a insisté sur l'imposition de mesures d'austérité et de réformes structurelles comme conditions des plans de sauvetage accordés à des pays comme la Grèce, l'Espagne et le Portugal. Cette insistance sur la

responsabilité budgétaire a renforcé la réputation de l'Allemagne en tant que gardien de la stabilité économique européenne. Toutefois, elle a également généré des tensions importantes, notamment dans le sud de l'Europe, où beaucoup considéraient que les mesures d'austérité aggravaient le chômage et enfonçaient leurs économies dans des récessions plus profondes.

En 2020, au plus fort de la crise, **c'est sous l'influence d'Angela Merkel et de l'Allemagne que le plan NextGenerationEU a pu voir le jour**. En effet, les Allemands s'étaient toujours opposés à la mutualisation de la dette et la promotion de l'endettement, pour des raisons historiques. Mais Merkel, que l'on rapprochait fréquemment des frugaux en Europe, en opposition aux Pays du Sud de l'Europe, plus dépensiers, a finalement autorisé une mutualisation de la dette. Elle a présenté conjointement avec Emmanuel Macron un plan de sauvetage et d'aide des économies, et sous son influence les autres États Membres se sont placés autour de la table des négociations, ce qui a pu aboutir au plan de relance de 750 milliards d'euros.

L'approche de Merkel face aux crises, combinant pragmatisme et discipline économique prudente, a consolidé la position de l'Allemagne en tant que leader économique de l'Europe. **Bien que ce leadership n'ait pas été exempt de controverses**, en particulier dans les pays ayant subi le poids de l'austérité durant les crises de la dette, **il a mis en évidence que, grâce à sa taille et à sa force économique, l'Allemagne était une puissance indispensable au sein de l'UE**.

L'influence en Europe de l'Est

L'influence de l'Allemagne sous Merkel ne se limitait pas à la zone euro. Merkel a été une ardente défenseuse de l'élargissement de l'UE, notamment en Europe de l'Est, où l'Allemagne a joué un rôle clé dans l'intégration de pays comme la Pologne, la Hongrie et la République tchèque au sein de l'Union. Son gouvernement a soutenu l'expansion vers l'Est de l'UE, y voyant un moyen de stabiliser le continent et d'étendre l'influence

allemande à l'est en conférant à l'Allemagne une position centrale au sein de l'Union européenne.

Les relations économiques de l'Allemagne avec l'Europe de l'Est ont également renforcé sa position. **Les entreprises allemandes figuraient parmi les principaux investisseurs dans les économies d'Europe de l'Est, et des pays comme la Pologne et la Hongrie sont devenus des centres de production essentiels pour les industries allemandes.** Cette interdépendance économique a donné à l'Allemagne une influence considérable sur les politiques économiques et politiques de ces pays. Elle a consolidé les partenariats économiques entre l'Allemagne et les pays de l'Est en intégrant ces derniers dans les chaînes de valeur industrielle allemandes. **Les industries allemandes ont largement profité des coûts de production plus bas dans ces pays, entraînant une délocalisation significative de la production industrielle vers l'Europe centrale et orientale.** Par exemple, des entreprises allemandes comme Volkswagen, Bosch et Siemens ont établi des sites de production en République tchèque, en Hongrie et en Pologne, **ce qui a créé des milliers d'emplois et stimulé les économies locales.** En 2020, les exportations allemandes vers les pays d'Europe centrale et orientale représentaient 23 % des exportations totales de l'Allemagne, selon le ministère fédéral de l'Économie. En retour, **l'Allemagne est devenue le principal partenaire commercial de ces pays, recevant une grande partie de leurs exportations**, notamment des pièces automobiles, des équipements électroniques et des produits manufacturés.

Les investissements directs allemands ont également été massifs. Selon la Deutsche Bundesbank, **entre 2004 et 2019, les IDE allemands dans les pays d'Europe centrale et orientale ont dépassé 200 milliards d'euros.** Ces investissements ont non seulement renforcé les liens économiques mais ont aussi permis à l'Allemagne de maintenir sa compétitivité industrielle en profitant de coûts de production réduits.

Cependant, avec la montée de gouvernements populistes et illibéraux en Hongrie et en Pologne, Merkel s'est retrouvée à jongler entre les intérêts

économiques de l'Allemagne et l'engagement de l'UE pour la démocratie et l'État de droit.

En 2014, lors du Sommet de Berlin, a été lancée par l'Allemagne le processus de Berlin. **Cette initiative diplomatique voulue et pilotée par l'Allemagne vise à l'accélération du processus d'intégration des pays des Balkans à l'UE.** Ces pays, historiquement proches de Berlin, voient ainsi leurs liens commerciaux avec l'UE renforcés avant de se voir accordé le statut d'État Membre un jour. Il va sans dire que ce processus bénéficie à l'Allemagne, qui parvient ainsi à multiplier les débouchés pour ses entreprises, dans une sorte de nouvelle MittelEuropa... Malgré ces tensions, l'Allemagne est restée la force dominante en Europe de l'Est, en grande partie grâce à sa puissance économique et à son rôle central dans l'intégration de la région à l'UE. Le pragmatisme de Merkel dans la gestion de ces relations a permis de maintenir un certain degré de cohésion au sein de l'Union, même si des divergences politiques ont émergé.

LE RÔLE DE L'ALLEMAGNE DANS LA DÉFINITION DES POLITIQUES EUROPÉENNES

L'influence de l'Allemagne au sein de l'UE ne s'est pas limitée aux questions économiques. **Sous la direction de Merkel, l'Allemagne a façonné certaines des politiques les plus importantes de l'Union dans des domaines tels que le climat, l'énergie et la migration, se positionnant comme le leader moral et pratique de l'agenda politique européen.**

Le leadership climatique et le Green Deal européen

Le parcours scientifique de Merkel - elle détient un doctorat en physique — l'a bien placée pour diriger les questions de politique climatique et énergétique. **L'Allemagne est devenue l'une des forces motrices derrière le Green Deal européen,** un plan ambitieux visant à rendre l'UE neutre en carbone d'ici 2050. Le gouvernement de Merkel a défendu la transition vers les énergies renouvelables, malgré des défis considérables liés à l'abandon de l'énergie nucléaire après la catastrophe de Fukushima en 2011.

Le leadership de l'Allemagne en matière de politique climatique reflétait à la fois ses priorités économiques et sa stratégie géopolitique plus large. **Merkel comprenait qu'une transition vers des énergies vertes non seulement positionnerait l'Europe en tant que leader mondial dans la lutte contre le changement climatique,** mais ouvrirait également de nouvelles opportunités pour les industries allemandes dans les technologies renouvelables.

Après la catastrophe de Fukushima en 2011, Angela Merkel a initié un virage décisif dans la politique énergétique de l'Allemagne et de l'Europe, marquant une rupture nette avec l'usage de l'énergie nucléaire. L'Allemagne a adopté un plan ambitieux, la **"Energiewende"** (transition énergétique), **qui comprenait la fermeture progressive de toutes les centrales nucléaires allemandes d'ici 2022, avec la mise à l'arrêt immédiat de huit réacteurs en 2011.** Cette décision s'est accompagnée d'une montée en puissance des énergies renouvelables, soutenue par des objectifs européens ambitieux. Sous la direction de Merkel, l'Union européenne a renforcé sa législation énergétique avec l'adoption de la **Directive 2012/27/UE sur l'efficacité énergétique, imposant aux États membres de réduire leur consommation énergétique de 20% d'ici 2020.** Par ailleurs, la **Directive 2009/28/CE sur les énergies renouvelables a été mise à jour pour fixer une cible obligatoire de 20% d'énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie** au niveau de l'UE en 2020, que l'Allemagne a largement dépassée avec 42% d'électricité issue des renouvelables dès 2019, selon l'Agence fédérale de l'environnement (UBA).

Merkel a aussi promu **la création d'un marché intégré de l'énergie en Europe pour renforcer la sécurité énergétique et réduire la dépendance aux importations de combustibles fossiles.** Cela a conduit à l'adoption du **Paquet énergie propre pour tous les Européens** en 2018, qui comprenait des directives telles que la **Directive (UE) 2018/2001 sur la promotion de l'utilisation de l'énergie provenant de sources renouvelables.** L'Allemagne a investi massivement dans les infrastructures, notamment les interconnexions transfrontalières et les réseaux intelligents,

pour soutenir cet effort. En 2020, le pays avait déjà investi plus de 500 milliards d'euros dans la transition énergétique, selon le ministère fédéral de l'Économie et de l'Énergie. Toutefois, cette politique a également conduit à une augmentation temporaire de la dépendance au charbon et au gaz naturel pour pallier la sortie du nucléaire, soulevant des critiques sur la hausse des émissions de CO₂ dans les années suivantes. Malgré ces défis, Merkel a positionné l'Allemagne comme un modèle européen pour la transition énergétique, influençant directement les cadres législatifs européens et consolidant l'objectif de neutralité carbone à l'horizon 2050 fixé par l'UE en 2019.

Migration et leadership humanitaire

La crise migratoire de 2015 a été l'un des moments les plus marquants du mandat de Merkel, mettant à l'épreuve le leadership de l'Allemagne au sein de l'UE. Face à l'arrivée de plus d'un million de migrants, principalement en provenance de Syrie, d'Irak et d'Afghanistan, **Merkel a adopté une politique d'ouverture, symbolisée par sa déclaration emblématique : "Wir schaffen das" ("Nous y arriverons")**.

L'Allemagne a accueilli environ 890 000 demandeurs d'asile rien que pour l'année 2015, selon l'Office fédéral des migrations et des réfugiés (BAMF), **soit plus de la moitié de l'ensemble des demandes déposées dans l'Union européenne cette année-là**. Cette approche a été accompagnée par des mesures concrètes telles que l'adoption de la **loi sur l'intégration (Integrationsgesetz)** en 2016, qui a introduit des cours de langue obligatoires et des programmes d'accès à l'emploi pour les réfugiés, tout en imposant certaines obligations pour bénéficier d'une aide publique. Ces initiatives ont permis à l'Allemagne de maintenir un taux d'emploi parmi les réfugiés atteignant 50% d'ici 2020, selon une étude de l'Institut allemand pour la recherche économique (DIW).

Sur le plan européen, Merkel a cherché à promouvoir une réponse collective à la crise, bien que cela ait souvent mis en lumière des divisions au sein de l'UE. Elle a été un moteur clé derrière l'adoption de la **décision du Conseil**

européen 2015/1601, qui visait à relocaliser 120 000 réfugiés entre les États membres de l'UE, bien que cette mesure ait été vivement contestée par certains pays de l'Est comme la Hongrie et la Pologne. En d'autres termes, **l'Allemagne accueille puis relocalise une partie même de ses réfugiés !**

Merkel a également négocié l'**accord UE-Turquie de mars 2016, qui a réduit drastiquement les arrivées de migrants en échange d'une aide financière de 6 milliards d'euros pour soutenir les réfugiés en Turquie**. Cet accord a permis une baisse de plus de 90% des traversées de la mer Égée, selon l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex).

L'approche de Merkel face à la crise migratoire a reçu des réactions mitigées. Si beaucoup ont salué son leadership moral, d'autres, tant en Allemagne qu'en Europe, l'ont critiquée pour ne pas avoir suffisamment consulté les autres États membres de l'UE. Plusieurs pays d'Europe de l'Est, dont la Hongrie et la Pologne, ont refusé d'accepter des réfugiés, suscitant un débat plus large sur la solidarité et le partage des responsabilités au sein de l'Union. Sur le plan interne, sa politique a suscité des critiques pour avoir exacerbé les tensions sociales et politiques, notamment **avec la montée de l'AfD**, elle a renforcé la position de Merkel comme une figure clé sur la scène internationale dans la gestion des crises humanitaires.

L'INFLUENCE MONDIALE DE L'ALLEMAGNE

Au-delà de l'Europe, l'influence de l'Allemagne sur la scène mondiale s'est accrue en particulier dans ses relations avec les superpuissances américaine et chinoise. L'approche pragmatique de Merkel en matière de politique étrangère a maintenu efficacement l'équilibre entre ces relations, en préservant ses intérêts tout en promouvant le multilatéralisme et la stabilité. **L'Allemagne devenant le principal, voire le seul, interlocuteur européen des deux super-puissances.**

La relation germano-américaine : une alliance stable mais mise à l'épreuve

Les relations entre l'Allemagne et les États-Unis sont restées un pilier de sa politique étrangère tout au long des années Merkel. **Sous la présidence de Barack Obama, la relation germano-américaine s'est épanouie**, Merkel étant considérée comme un allié clé dans la gestion des défis mondiaux tels que la crise financière, le changement climatique et la sécurité.

Cependant, cette relation a été mise à l'épreuve sous la présidence de Donald Trump, qui a critiqué l'Allemagne pour son excédent commercial et ses dépenses de défense relativement faibles au sein de l'OTAN. **L'administration Trump a également contesté la dépendance de l'Allemagne à l'égard de la protection militaire américaine, appelant Berlin à contribuer davantage à sa propre défense.** Malgré ces tensions, Merkel a su naviguer dans la relation avec diplomatie, maintenant le statut de l'Allemagne en tant qu'allié crucial des États-Unis tout en évitant des confrontations publiques majeures.

Relations économiques et diplomatiques avec la Chine

Les relations entre l'Allemagne et la Chine se sont considérablement développées sous Merkel, à la faveur d'échanges économiques. **L'Allemagne a contribué au développement économique chinois par les exportations de machines, d'automobiles et de biens industriels** circulant en grandes quantités entre les deux pays. En 2021, la Chine avait dépassé les États-Unis pour devenir le premier partenaire commercial de l'Allemagne.

Bien que Merkel ait privilégié l'engagement économique avec la Chine, la relation n'était pas sans défis. L'Allemagne a subi des pressions, à la fois de la part des États-Unis et de l'UE, pour adopter une position plus ferme face aux violations des droits de l'homme en Chine, notamment à Hong Kong et dans la région du Xinjiang. Merkel a cependant opté pour une approche plus prudente, cherchant à équilibrer les intérêts économiques de l'Allemagne avec son engagement en faveur du multilatéralisme et de la diplomatie. Cette approche pragmatique a permis à l'Allemagne de maintenir des liens économiques solides avec la Chine, tout en évitant une confrontation directe sur des questions politiques sensibles.

MALGRE CETTE PERIODE DOREE, DES PROBLEMES ONT SUBSISTE ET DE NOUVEAUX ONT FAIT SURFACE

L'IMPACT PERSISTANT DE LA REUNIFICATION

La réunification a été un moment historique, mais elle a aussi engendré un coût socio-économique important comme montré précédemment. L'intégration de l'ex-RDA, officiellement appelée les nouveaux Länder, dans une Allemagne de l'Ouest plus riche et plus développée s'est avérée longue et difficile. Malgré d'importants investissements de la part du gouvernement, des décennies après la réunification, les disparités entre l'Est et l'Ouest persistent, marquées par des différences économiques et un mécontentement social.

Disparités économiques

Bien que l'économie globale de l'Allemagne ait été solide sous le mandat de Merkel, les inégalités régionales entre l'Est et l'Ouest sont demeurées importantes. **Dans les années 2010, le PIB par habitant dans l'ex-RDA restait considérablement inférieur à celui de l'Ouest.** Malgré des investissements dans les infrastructures, les services publics et les entreprises de l'Est, ces régions accusaient toujours un retard en matière d'indicateurs économiques clés, notamment les niveaux de revenu et les opportunités d'emploi.

Le taux de chômage à l'Est, bien qu'en amélioration par rapport aux années qui ont immédiatement suivi la réunification, est resté systématiquement supérieur à celui de l'Ouest. En 2005, le taux de chômage à l'Est atteignait environ 18 %, tandis qu'il était inférieur à 10 % à l'Ouest. **En 2020, cet écart s'était réduit mais n'avait pas disparu, avec un chômage de 7 % à l'Est contre 5 % à l'Ouest.** Une grande partie de cette disparité découle du développement inégal des industries. Alors que l'Ouest de l'Allemagne disposait d'une base industrielle diversifiée, avec des secteurs florissants

dans l'automobile, la chimie et les technologies de pointe, l'Est peinait à passer de sa dépendance aux industries lourdes à des secteurs plus modernes. Les différentes politiques menées depuis les années 1990 pour combler ce écart entre Est et Ouest se sont montrées inégales et incapables de revenir sur les disparités économiques. Ainsi, ces disparités persistantes expliquent la rancœur des habitants de l'Est et les problèmes que connaît le pays actuellement.

Disparités sociales et politiques

Sur le plan social et politique, les différences entre l'Est et l'Ouest étaient également marquées et le sont encore. **Les tendances démographiques à l'Est restent préoccupantes, avec une population vieillissante et en déclin, en raison du départ des jeunes travailleurs qualifiés vers l'Ouest à la recherche de meilleures perspectives d'emploi.** Cet exode a aggravé les difficultés de l'Est, privant les économies locales de dynamisme et créant un cercle vicieux de stagnation.

Politiquement, la montée de l'extrême droite, notamment du Alternative für Deutschland (AfD), et plus tard de l'extrême gauche du Bündnis Sahra Wagenknecht (BSW), dans les Länder de l'Est, reflète la frustration ressentie par de nombreux habitants de la région. Pour certains, les promesses de la réunification restaient non tenues, et l'AfD ou le BSW ont su exploiter ces sentiments en se présentant comme la voix des laissés-pour-compte. Le succès des partis à l'Est souligne un profond désenchantement à l'égard de l'establishment politique, en particulier dans les régions où la reprise économique est lente et inégale.

Nouveaux défis sous la direction de Merkel

Si le gouvernement Merkel a réussi à traverser plusieurs crises économiques et financières au cours de ses mandats, l'Allemagne a également été confrontée à de nouveaux défis qui ont mis à l'épreuve la cohésion sociale et la stabilité politique. Parmi ceux-ci figuraient l'arrivée massive de réfugiés à partir de 2015 et les préoccupations croissantes concernant la sécurité

intérieure, deux questions ayant des implications sociales et politiques considérables.

Préoccupations sécuritaires

Alors que l'Allemagne faisait face à la crise des réfugiés, les préoccupations concernant la sécurité intérieure augmentaient également. **Des incidents marquants, tels que l'attentat au marché de Noël de Berlin en 2016, où un demandeur d'asile débouté a foncé avec un camion sur une foule, tuant 12 personnes, ont intensifié les craintes liées au terrorisme et à la radicalisation.** Bien que de tels événements aient été rares, ils ont eu un impact psychologique profond sur le public allemand et ont façonné les débats politiques autour de l'immigration et de la sécurité nationale.

Ces événements ont également soulevé des questions sur la capacité des services de sécurité allemands à surveiller les menaces potentielles, en particulier dans le contexte de la crise des réfugiés. La montée du terrorisme d'origine intérieure et la possibilité que des individus radicalisés se cachent parmi les communautés de réfugiés ont conduit à une série de mesures sécuritaires, notamment une surveillance accrue et un renforcement des contrôles aux frontières. Cependant, ces actions ont également suscité des débats sur les libertés civiles et l'équilibre entre sécurité et libertés individuelles, reflet d'un dilemme plus large qui touchait toute l'Europe après 2015.

LA POSITION DE L'ALLEMAGNE DANS UN MONDE EN MUTATION

Même si l'économie allemande restait performante sous Merkel, le pays a dû faire face à d'importants défis économiques mondiaux. La montée rapide de la Chine en tant que superpuissance économique mondiale, les incertitudes liées à l'économie mondiale et les bouleversements technologiques provoqués par l'automatisation et la numérisation ont posé de nouvelles questions sur l'avenir économique de l'Allemagne.

Concurrence mondiale

L'économie allemande, qui repose fortement sur les exportations, notamment dans les secteurs de l'automobile, des machines et de la chimie, a dû s'adapter à la montée en puissance de la Chine en tant qu'acteur clé dans ces industries. Alors que la Chine offrait un marché essentiel pour les produits allemands, notamment les voitures de luxe et les machines de précision, **la concurrence des entreprises chinoises dans des domaines tels que les véhicules électriques et les technologies vertes s'intensifiait**, menaçant la domination industrielle de l'Allemagne.

Par ailleurs, **les relations économiques de l'Allemagne avec les États-Unis, longtemps un pilier de sa stratégie commerciale, se sont compliquées sous l'administration Trump**. La politique de "l'Amérique d'abord" et l'imposition de droits de douane sur l'acier et l'aluminium européens ont créé des frictions entre Berlin et Washington. Les menaces répétées de Trump d'imposer des taxes sur les automobiles allemandes, produit essentiel des exportations allemandes, ont encore compliqué les relations commerciales et mis la pression sur l'Allemagne pour naviguer prudemment dans cette nouvelle dynamique commerciale.

Disruptions technologiques

Le rythme rapide du progrès technologique, notamment dans les domaines de l'automatisation et de l'intelligence artificielle, a également représenté un défi pour la base industrielle allemande. L'industrie automobile, en particulier, faisait face à une pression croissante pour passer aux véhicules électriques (VE) et s'adapter aux exigences d'une économie mondiale plus verte. Bien que des entreprises allemandes comme Volkswagen aient annoncé des plans ambitieux pour augmenter la production de VE, la transition était semée de difficultés. La production de véhicules électriques nécessite moins de main-d'œuvre que celle des moteurs à combustion traditionnels, suscitant des inquiétudes quant aux pertes d'emplois dans des secteurs et des régions clés.

En même temps, l'économie allemande devait trouver un équilibre entre son engagement en faveur de l'innovation et la protection de sa main-d'œuvre industrielle. La montée en puissance de l'automatisation et de la numérisation dans des secteurs tels que la fabrication et la logistique menaçait de déplacer un grand nombre de travailleurs, dont beaucoup n'étaient pas préparés à affronter le rythme rapide de ces changements technologiques.

LES TROIS DEPENDANCES DE L'ALLEMAGNE

L'Allemagne s'est construite et a construit son hégémonie sur 3 dépendances. Elles lui ont certes permis de dominer l'Europe et d'occuper une place de choix dans l'économie mondiale, mais elles expliquent également le déclin que nous aborderons plus tard.

Ces dépendances sont :

1- La dépendance vis-à-vis de la Russie pour le gaz bon marché :

Durant de nombreuses années, **l'Allemagne a pu bénéficier d'une énergie bon marché qui lui a permis de faire tourner son industrie et d'affirmer sa domination sur l'Europe**. On se souvient de la proximité entre Gerhard Schröder et le pouvoir russe, lui qui a rejoint le conseil d'administration de Gazprom après avoir quitté la chancellerie (et qui refuse de renier ses amis, au grand dam de la direction du SPD). Mais avec la Guerre en Ukraine qui a éclaté en 2022, cette énergie bon marché n'était plus réalité en Allemagne et une forte inflation a touché le pays, alors que les industriels allemands ont été touchés de plein fouet. Cet arrêt de l'approvisionnement en gaz peu onéreux a été amplifié par la politique énergétique suicidaire d'Angela Merkel, qui a décidé de se passer de l'énergie nucléaire après la catastrophe de Fukushima en 2011. Ses successeurs ne sont pas revenus là-dessus et la dernière centrale nucléaire d'Allemagne (Isar II près de Munich) a cessé de fonctionner récemment.

2- La dépendance sécuritaire vis-à-vis des États-Unis :

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, **les Allemands ont décidé de se placer sous le parapluie sécuritaire américain, au détriment de l'Europe de la défense**. Les événements difficiles vécus lors de la Présidence Trump, qui demandait comme d'autres Présidents américains que l'on achète d'avantage d'armement américain, auraient pu faire penser que Berlin changerait de vision, mais ce ne fut pas le cas. L'Allemagne continue de se montrer comme le plus atlantiste des pays européen, au détriment de l'industrie européenne et de sa propre industrie. Par exemple, en 2023, Olaf Scholz a préféré acheter des avions F-35 américains, au détriment des Eurofighters ou Tornados, pourtant produits en Allemagne.

3- La dépendance commerciale vis-à-vis de la Chine :

Par besoin de débouché pour ses entreprises, **l'Allemagne s'est trop souvent montrée à la merci des Chinois**. Cette dépendance a expliqué pourquoi Angela Merkel était l'interlocutrice privilégiée de Hu Jintao et Xi Jinping en Europe, sachant qu'elle était toujours prête à défendre leurs intérêts à Bruxelles et bloquer certaines législations. L'Allemagne se montrant prête à tout, même se renier ou ses amis proches, pour conserver des parts de marché et des débouchés commerciaux. La Chine étant un marché en plein expansion et un véritable eldorado pour les entreprises allemandes, le calcul était vite fait pour les Allemands et pour la chancellerie. Cela n'a pas changé car en octobre 2022, après la réélection de Xi Jinping à la tête du PCC, Olaf Scholz s'est précipité à Pékin pour féliciter le dictateur chinois. Cette soumission explique aussi le vote « contre » de l'Allemagne à l'imposition de droits de douane supplémentaires visant les Véhicules Électriques en provenance de Chine, alors que cela pourrait aider son industrie automobile sur le long terme...

L'ALLEMAGNE EN CRISE : UNE OPPORTUNITÉ POUR LA FRANCE ?

En 2023, les échanges franco-allemands représentaient 13,9 % du total des échanges de la France, surpassant largement ceux avec d'autres partenaires tels que la Chine, l'Italie ou la Belgique, qui se situent autour de 8 % chacun, selon [Business France](#). Plus précisément, l'Allemagne est à la fois le premier client et le premier fournisseur de la France. **En 2023, elle représentait 13,7 % des exportations françaises, devant l'Italie (8,9 %), et 12,6 % des importations françaises, devant la Chine (9,9 %).**

Étant donné que l'Allemagne est le principal partenaire commercial de la France, on aurait pu penser que ses difficultés nous pénaliseraient. Seulement, **ne serait-ce pas une opportunité pour la France, si elle parvient à se réformer structurellement, de rétablir un rapport de force plus équilibré avec l'Allemagne après l'avoir rattrapée sur le plan économique ?** Cela permettra à notre nation d'obtenir à nouveau des arbitrages plus favorables au niveau européen.

PROBLEMES ECONOMIQUES

En 2023, **l'Allemagne est devenue la troisième plus grande économie mondiale, se positionnant comme un symbole de force industrielle et de stabilité au sein de l'Europe**. Pour beaucoup, cette réussite reflète la robustesse du modèle économique allemand, caractérisé par un secteur manufacturier tourné vers l'exportation et une gestion budgétaire réputée prudente. Cependant, derrière cette apparence de succès, l'Allemagne fait face à une série de défis économiques profonds.

La force économique de l'Allemagne a longtemps été associée à son savoir-faire industriel, en particulier dans des secteurs tels que la production automobile, l'ingénierie et la chimie. Cependant, à mesure que l'économie mondiale se tourne vers la numérisation, l'automatisation et les technologies vertes, l'Allemagne doit relever des défis croissants concernant son aptitude à innover.

Une transformation numérique lente

L'un des points faibles les plus importants de l'Allemagne réside dans sa lente transformation numérique. Dans un monde de plus en plus numérique, la **réticence du pays à adopter pleinement de nouvelles technologies et à les intégrer à son économie est devenue un défi critique**. Selon l'Indice de l'économie et de la société numériques (DESI) de la Commission européenne publié en 2023, l'Allemagne accuse un retard dans des domaines tels que l'infrastructure numérique, l'administration électronique et la numérisation des services publics.

Cette lenteur est préoccupante pour un pays dont l'économie repose fortement sur la fabrication de pointe et les exportations. **Le manque de progrès dans l'adoption des outils et technologies numériques menace de réduire l'avantage concurrentiel des principales industries allemandes**. Des secteurs qui ont longtemps été les piliers du succès économique du pays — tels que l'automobile, l'ingénierie mécanique et la fabrication de précision — sont désormais vulnérables aux disruptions causées par des concurrents plus axés sur la technologie aux États-Unis, en Chine et en Corée du Sud.

Les défis du secteur automobile

Ce retard en matière d'innovation est particulièrement visible dans le secteur automobile allemand. Alors que le monde passe des moteurs à combustion interne aux véhicules électriques, **les constructeurs automobiles allemands sont en retard**. Des entreprises comme Volkswagen, BMW et Daimler ont certes réalisé des progrès, mais elles

restent en retrait par rapport à des concurrents comme Tesla ou les constructeurs chinois comme BYD, en termes d'avancées technologiques, d'échelle de production et de pénétration du marché.

La domination de l'Allemagne dans le marché mondial de l'automobile a longtemps été une source de fierté nationale et de force économique.

Cependant, la transition vers les véhicules électriques, qui nécessitent moins de composants et moins de main-d'œuvre que les véhicules traditionnels, soulève des inquiétudes quant à l'avenir de l'industrie automobile allemande et des emplois qui y sont liés. Cette mutation pose également la question de la capacité des ingénieurs allemands à s'adapter aux nouvelles exigences technologiques d'un secteur en rapide évolution.

LE DEFI ENERGETIQUE

La transition énergétique ambitieuse de l'Allemagne, ou *Energiewende*, avait pour objectif de réduire la dépendance du pays aux énergies fossiles et au nucléaire, avant une fin pure et simple de ces énergies, au profit des énergies renouvelables telles que l'éolien et le solaire. Si cette stratégie a permis à l'Allemagne de se positionner en tant que leader mondial dans l'adoption des énergies renouvelables, elle a aussi engendré des défis économiques considérables, notamment en matière de coûts énergétiques et de sécurité énergétique.

Des coûts énergétiques élevés

La transition vers les énergies renouvelables a un coût. L'Allemagne affiche désormais l'un des prix de l'électricité les plus élevés d'Europe, en partie à cause des subventions aux énergies renouvelables et du besoin de maintenir un réseau capable de supporter des sources intermittentes comme l'éolien et le solaire. Ces coûts énergétiques élevés constituent une préoccupation majeure pour le secteur industriel allemand, en particulier pour les industries fortement consommatrices d'énergie telles que la chimie, la sidérurgie et la fabrication. À mesure que les entreprises font face à la hausse des coûts de production, beaucoup envisagent de délocaliser leurs

activités dans des pays où l'énergie est moins chère, ce qui constitue une menace pour la base industrielle de l'Allemagne.

De plus, **ces coûts élevés réduisent la compétitivité mondiale de l'Allemagne.** Bien que l'engagement de l'Allemagne envers la durabilité environnementale soit louable, les conséquences économiques de ces prix énergétiques ne peuvent être ignorées. Dans un marché de plus en plus mondialisé et compétitif, les industries du pays pourraient avoir du mal à rivaliser avec des concurrents de régions où l'énergie est plus abordable et plus stable.

Problèmes de sécurité énergétique

La décision de l'Allemagne de sortir du nucléaire, combinée à sa dépendance au gaz naturel, dont une grande partie est importée de Russie, a suscité des questions sur la sécurité énergétique du pays. La guerre en Ukraine et les tensions géopolitiques qui en ont découlé avec la Russie ont aggravé ces préoccupations, laissant l'Allemagne vulnérable à des interruptions d'approvisionnement.

Bien que le gouvernement ait intensifié ses efforts pour diversifier ses sources d'énergie et réduire sa dépendance au gaz russe, la transition vers les énergies renouvelables n'est pas sans défis. **La nature intermittente des sources renouvelables signifie que l'Allemagne devra investir massivement dans les technologies de stockage de l'énergie et les infrastructures de réseau pour garantir une alimentation stable.** En attendant, les industries gourmandes en énergie du pays sont confrontées à l'incertitude et à des risques de perturbations.

PROBLEMES SOCIAUX, SECURITAIRES ET MIGRATOIRES

DISPARITES REGIONALES : LE FOSSE ENTRE L'EST ET L'OUEST

L'une des conséquences les plus durables de la réunification est la division persistante entre l'ancienne RDA et la RFA. Malgré des investissements publics, les deux régions continuent de présenter des différences marquées qui influencent la politique nationale et les dynamiques sociales.

Des écarts économiques et sociaux

L'écart économique entre l'Est et l'Ouest persiste, avec l'ancienne RDA toujours à la traîne dans des indicateurs économiques (PIB par habitant, le taux de chômage et le développement des infrastructures). Alors que l'Ouest continue de bénéficier de niveaux d'investissement élevés et d'une croissance soutenue, les Länder orientaux, malgré l'aide financière substantielle, peinent à rattraper leur retard. En 2024, l'Est reste caractérisé par des taux de chômage plus élevés et une productivité économique plus faible. La migration des jeunes travailleurs qualifiés de l'Est vers l'Ouest accentue encore ces disparités, laissant derrière elle une population vieillissante et de faibles perspectives de redynamisation économique.

Les implications sociales de ces différences économiques sont profondes. À l'Est, il existe un sentiment enraciné de désillusion à l'égard du gouvernement central et de l'establishment politique. Beaucoup dans cette région estiment que les promesses faites au moment de la réunification n'ont pas été pleinement tenues. **Cette frustration a contribué à la montée des mouvements populistes d'extrême droite, notamment l'Alternative für Deutschland (AfD), ou d'extrême gauche, avec le Bündnis Sahra Wagenknecht (BSW), qui ont trouvé un large soutien en s'adressant à ceux qui se sentent marginalisés et laissés pour compte.** Cette division politique croissante entre l'Est et l'Ouest représente un défi de taille pour l'unité nationale, rendant plus difficile la mise en œuvre de politiques visant à résoudre les problèmes sociaux à l'échelle du pays.

Tensions culturelles et politiques

La division culturelle entre l'Est et l'Ouest joue un rôle clé dans les défis sociaux de l'Allemagne. **Alors que l'Ouest a globalement adopté le multiculturalisme et des valeurs sociales progressistes, l'Est reste plus conservateur et réticent au changement, en particulier lorsqu'il s'agit de questions liées à l'immigration et l'intégration.** Ce conservatisme culturel est enraciné dans l'isolement historique de la région pendant la Guerre froide et dans les difficultés économiques qui ont suivi la réunification. La concentration plus faible d'immigrants dans l'Est a renforcé ces attitudes, créant un terreau propice aux sentiments populistes et anti-immigration.

LE DEFI DE L'IMMIGRATION

La décision de l'Allemagne d'accueillir plus d'un million de réfugiés lors de la crise migratoire de 2015 a été perçue au départ comme un geste humanitaire audacieux. Cependant, près de dix ans plus tard, les difficultés à long terme liées à l'intégration de ce grand nombre de migrants sont devenues de plus en plus évidentes. En 2024, l'immigration reste l'une des questions les plus polarisantes et les plus pressantes, avec des inquiétudes croissantes quant à la capacité du pays à intégrer ces nouveaux arrivants dans son tissu social et économique.

Difficultés d'intégration

L'intégration des migrants dans la société allemande a été inégale. Bien que beaucoup aient réussi à s'installer et à trouver un emploi, une partie importante des migrants – en particulier ceux provenant de pays non-membres de l'UE – continue de faire face à des difficultés en matière d'emploi, de barrière linguistique et d'isolement social. Selon un rapport de 2023 de l'Institut allemand de recherche économique (DIW), les taux de chômage parmi les migrants restent nettement plus élevés que ceux des Allemands « de souche », notamment parmi ceux qui sont arrivés pendant la crise des réfugiés. **Cette marginalisation économique a empêché de nombreux migrants de participer pleinement à la société allemande, créant un cycle de dépendance aux programmes de protection sociale.**

Au-delà des défis économiques, l'intégration culturelle des migrants s'avère encore plus complexe. Beaucoup d'entre eux viennent de pays aux normes et valeurs sociales très différentes, ce qui a engendré des tensions dans certaines communautés. Cela est visible dans les régions plus conservatrices d'Allemagne, où la résistance au multiculturalisme est plus forte. Ces tensions ont été exacerbées par la pression visible exercée sur les services publics, en particulier dans les zones urbaines où se concentrent de nombreux migrants. **Les écoles surchargées, la pression sur les systèmes de santé et la hausse des coûts de logement ont contribué à la perception que l'immigration impose un fardeau excessif sur les ressources du pays.**

La montée des contrôles aux frontières et des inquiétudes publiques

En réponse à ces défis et après de nombreuses attaques, une pression publique croissante s'est fait sentir pour des politiques d'immigration plus strictes et un renforcement des contrôles aux frontières. Bien que l'Allemagne reste attachée à ses obligations humanitaires, **il y a une reconnaissance croissante du fait que la capacité du pays à intégrer de nouveaux arrivants n'est pas illimitée**. Cela a relancé les débats autour de l'identité nationale, de la sécurité et des limites du multiculturalisme.

Le gouvernement allemand d'Olaf Scholz a réagi en **mettant en place des contrôles frontaliers plus stricts en septembre et en accordant une plus grande importance au filtrage et à l'évaluation des demandeurs d'asile**. Ces mesures reflètent des préoccupations plus larges en Europe concernant l'immigration, ainsi qu'un désir de répondre aux craintes internes liées à la sécurité et à la stabilité sociale. L'opinion publique a évolué vers une approche plus prudente de l'immigration, en particulier après plusieurs incidents très médiatisés impliquant des migrants, qui ont alimenté les craintes d'une hausse de la criminalité et des troubles sociaux.

PREOCCUPATIONS SECURITAIRES

La sécurité est devenue une préoccupation centrale dans le discours politique allemand, en particulier à mesure que les craintes du public concernant la hausse de la criminalité et l'instabilité sociale se sont accrues, en lien avec l'immigration et les difficultés d'intégration. **La perception d'une insécurité croissante s'est intensifiée ces dernières années**, notamment dans les zones urbaines où la population est plus diversifiée et où la concentration des communautés de migrants est plus élevée.

Criminalité et immigration

Les préoccupations publiques en matière de sécurité sont bien souvent liées à l'immigration, en mettant particulièrement l'accent sur la relation

perçue entre les migrants et la criminalité. Bien que la majorité des migrants ne soient pas impliqués dans des activités criminelles, **plusieurs affaires très médiatisées impliquant des migrants ont dominé les médias**. L'idée que l'immigration est à l'origine de la criminalité — en particulier violente — est devenue un thème récurrent dans les débats politiques.

PROBLEMES POLITIQUES

Le départ d'Angela Merkel de la chancellerie en 2021 a marqué la fin d'une époque pour l'Allemagne. Pendant 16 ans, son leadership pragmatique a assuré stabilité et continuité, guidant le pays à travers de nombreuses crises. Toutefois, son retrait de la scène politique a également révélé des fractures profondes dans le paysage politique allemand. Depuis son départ, l'Allemagne peine à retrouver un équilibre politique. La difficulté à former une coalition fédérale stable après son départ, le déclin des partis traditionnels et la montée des mouvements extrêmes ont tous contribué à créer un climat d'instabilité et d'incertitude.

L'ERE POST-MERKEL

Sous la direction d'Angela Merkel, **l'Union chrétienne-démocrate (CDU) avait su adopter une approche centriste et pragmatique**, capable de rassembler un large éventail d'intérêts politiques. Son départ a laissé un vide que la CDU a eu du mal à combler.

La difficulté de former des coalitions

Lors des élections de 2021, le Parti social-démocrate (SPD) a remporté une victoire étroite sur la CDU, mais il ne s'agissait en aucun cas d'un mandat clair. **Avec seulement 25,7 % des voix, le SPD a dû former une coalition à trois partis avec les Verts et le Parti libéral-démocrate (FDP).** Cette coalition dite en « **feu tricolore** » était perçue comme un compromis nécessaire dans un environnement politiquement divisé, mais il est apparu que gouverner un pays aussi polarisé que l'Allemagne serait difficile.

Les trois partis représentaient des électorats et des priorités très différents. Le SPD, avec sa plateforme de centre-gauche, se concentrait sur le bien-être social et les droits des travailleurs. Les Verts, de leur côté, mettaient l'accent sur la lutte contre le changement climatique et la durabilité environnementale, tandis que le FDP prônait la libéralisation économique et la dérégulation. Ces agendas divergents ont rendu la gouvernance difficile. Les initiatives politiques ont souvent été diluées pour accommoder les différentes idéologies au sein de la coalition, donnant l'impression d'un gouvernement indécis et réactif plutôt que proactif. Cela explique les divergences fréquentes entre les partis de gouvernement.

Paralysie politique

Cette paralysie a particulièrement frustré les électeurs allemands, dont beaucoup estiment que les partis traditionnels ne représentent plus leurs intérêts. L'incapacité de la coalition actuelle à tenir ses promesses sur des sujets clés—tels que la sécurité énergétique ou la compétitivité économique et répondre à d'autres défis comme l'immigration a alimenté un mécontentement généralisé. Ce sentiment de frustration est aggravé par la perception que le système politique allemand, autrefois stable, est désormais paralysé par des blocages. Sans majorité forte au Bundestag, la législation est souvent le résultat de longues négociations et de compromis, laissant de nombreuses questions non résolues ou insuffisamment traitées.

LE DECLIN DES PARTIS POLITIQUES TRADITIONNELS

Le paysage politique de 2024 reflète les difficultés des partis historiques de l'Allemagne, notamment le SPD, la CDU, les Verts et le FDP. Ces partis, autrefois dominants, sont confrontés à l'érosion de leur base électorale. Les élections récentes ont souligné ce déclin, les électeurs exprimant leur mécontentement en se tournant vers des extrêmes. L'exemple de la CDU est moins criant, car il a réussi à améliorer ses scores de 2021. Pour autant, le parti reste challengé fortement par l'AfD, et a dû changer sa ligne directrice en se droitisant sous peine de perdre du terrain dans l'électorat.

La crise d'identité du SPD

Pour le SPD, les défis de l'ère post-Merkel ont été particulièrement prononcés. Bien que le parti ait réussi à décrocher la chancellerie en 2021, sa victoire étroite a révélé des divisions internes profondes. **Le SPD, historiquement ancré dans les droits des travailleurs et la social-démocratie, peine à concilier sa mission historique avec les exigences de gouverner dans une économie moderne et mondialisée.**

Beaucoup d'électeurs traditionnels du SPD, en particulier dans les communautés ouvrières, estiment que le parti s'est trop éloigné de ses principes fondateurs. **Ce sentiment d'abandon a ouvert la voie à l'AfD ou au BSW, qui ont réussi à attirer des électeurs déçus du SPD, notamment dans les régions de l'Est de l'Allemagne, économiquement déprimées.** L'incapacité du SPD à répondre efficacement aux préoccupations de sa base l'a rendu vulnérable à ces défis populistes, érodant encore davantage sa position en tant que force politique dominante. Ses résultats lors des dernières élections européennes (pire résultat de l'histoire du SPD) ou des élections régionales en Thuringe ou en Saxe, illustrent bien cela.

Les défis des Verts et du FDP

Les Verts et le FDP ont aussi du mal à conserver leur pertinence face à une polarisation politique croissante. Les Verts, autrefois considérés comme une force vitale pour les politiques environnementales, ont été contraints de se défendre alors que l'Allemagne lutte contre les coûts économiques et sociaux de sa transition énergétique. Bien que le changement climatique reste une priorité les électeurs, la hausse des prix de l'énergie et les perturbations économiques résultant de l'abandon des combustibles fossiles ont rendu la plateforme des Verts moins attrayante pour ceux préoccupés par la stabilité économique et le coût de la vie.

Le FDP, quant à lui, se trouve pris entre sa base électorale traditionnelle favorable aux entreprises et le sentiment populiste croissant qui balaie

l'Europe. Bien que le parti ait conservé son soutien parmi les défenseurs du marché libre, son insistance sur la déréglementation et les politiques de libre marché a aliéné des électeurs de plus en plus préoccupés par l'inégalité sociale et la réduction des services publics. **Le parti a été incapable de dépasser le seuil des 5% lors des élections européennes de juin, ou régionales de septembre, marquant ainsi un déclassement visible.**

LA MONTEE DES MOUVEMENTS EXTREMES

À mesure que les partis traditionnels se sont affaiblis, des mouvements extrêmes, tant à l'extrême droite qu'à l'extrême gauche, ont gagné en influence. Ces mouvements ont su tirer parti du mécontentement des électeurs en proposant des solutions radicales aux défis politiques et économiques de l'Allemagne. Deux partis en particulier, l'extrême droite de l'AfD et l'extrême gauche du BSW, sont devenus des acteurs majeurs sur la scène politique en 2024.

L'expansion de l'AfD

L'AfD a été l'un des principaux bénéficiaires de la fragmentation politique en Allemagne. Initialement fondé comme un parti eurosceptique, l'AfD a évolué vers un mouvement populiste plus large, attirant des électeurs qui se sentent aliénés par l'establishment politique. Le succès du parti lors des élections européennes et régionales de 2024 témoigne de son influence croissante, en particulier dans l'est du pays.

L'AfD a bâti son programme autour d'une position ferme sur l'immigration, la souveraineté nationale et l'ordre public. Ce message a particulièrement bien résonné dans les régions laissées pour compte économiquement, où les électeurs sont frustrés par les échecs perçus de la réunification et de la mondialisation. La montée en puissance de l'AfD a inquiété de nombreux analystes, car son succès révèle une polarisation croissante de la politique allemande. La capacité du parti à attirer des électeurs désabusés pose un défi important aux partis traditionnels et complique la formation de coalitions gouvernementales stables.

L'émergence du BSW

À l'extrême gauche, **le Bündnis Sahra Wagenknecht (BSW) est apparu comme une force puissante.** Nommé d'après sa dirigeante charismatique, Sahra Wagenknecht, le BSW représente une faction dissidente du parti Die Linke. La rhétorique populiste de Wagenknecht, qui combine des critiques du capitalisme avec une opposition à l'immigration et à la mondialisation, a trouvé un écho auprès des électeurs qui se sentent abandonnés à la fois par le SPD et Die Linke (gauche radicale traditionnelle).

Le BSW a obtenu des résultats inattendus lors des élections européennes et régionales de 2024, notamment dans les régions où l'inégalité économique et la frustration face aux politiques d'austérité sont les plus marquées. La capacité du parti à attirer un large éventail d'électeurs fait de lui une force particulièrement perturbatrice dans la politique allemande. Son ascension souligne l'attrait croissant des alternatives populistes qui rejettent le consensus néolibéral des partis traditionnels.

PROBLEMES DIPLOMATIQUES : PLACE DE L'ALLEMAGNE

UN FREIN A L'INTEGRATION EUROPEENNE

L'une des transformations les plus marquantes est le passage de l'Allemagne d'un moteur de l'intégration européenne à ce que beaucoup considèrent aujourd'hui comme un frein. Traditionnellement, **l'Allemagne était à l'avant-garde des efforts visant à approfondir l'intégration européenne,** soutenant des initiatives visant à renforcer le cadre institutionnel de l'UE et à promouvoir la convergence économique entre les États membres. Cependant, ces dernières années, l'Allemagne a adopté une position beaucoup plus prudente, voire obstructive.

Ce changement est particulièrement évident dans la gestion de la crise de la zone euro et dans le débat sur la réponse de l'UE à la pandémie de COVID-19. L'insistance de l'Allemagne sur la discipline budgétaire et sa réticence à adopter des solutions plus radicales, telles que la mutualisation de la dette via des euro-obligations, ont conduit à un mécontentement croissant parmi les nations du sud de l'Europe, qui soutiennent que l'approche allemande a exacerbé leurs difficultés économiques. De même, le soutien mitigé de l'Allemagne au Fonds de relance européen—malgré son approbation finale—montre un pays de plus en plus hésitant à s'engager pleinement dans des projets européens audacieux.

Aujourd'hui, Christian Lindner, **l'ancien ministre des Finances allemand, était vu comme un véritable empêcheur de tourner en rond en Europe.** En fanatique de l'orthodoxie budgétaire, il ne tolère aucune entorse aux règles de l'UE. Cet extrémisme, mauvais dans son pays, l'est encore plus en Europe et empêche toute nouvelle avancée. C'est ce qui l'a amené à critiquer le plan Draghi présenté en septembre car il proposait un endettement européen pour aider l'industrie.

La position de l'Allemagne sur l'élargissement de l'UE a déçu de nombreux pays d'Europe de l'Est et du Sud-Est. Alors que Merkel soutenait l'idée d'intégrer les Balkans, ses successeurs se sont montrés bien plus ambivalents. Si les préoccupations concernant la gouvernance, la corruption et l'État de droit dans les États membres potentiels sont légitimes, la réticence de l'Allemagne à promouvoir activement cet élargissement a été interprétée comme un manque de vision pour l'avenir de l'UE.

L'IMAGE DE L'ALLEMAGNE DANS LE MONDE

Les difficultés diplomatiques de l'Allemagne ne se limitent pas à l'Europe. À l'échelle mondiale, l'image autrefois prestigieuse du pays a pris un coup, alors qu'il peine à équilibrer ses intérêts, ses priorités stratégiques et ses alliances géopolitiques en évolution. Bien que l'Allemagne reste respectée en tant que puissance économique, sa capacité à agir en tant que partenaire diplomatique fiable et proactif est de plus en plus remise en question.

La controverse entourant le gazoduc Nord Stream 2, qui relie directement l'Allemagne à la Russie pour les importations de gaz naturel, a davantage compliqué les relations transatlantiques. Ce projet, achevé malgré une forte opposition des États-Unis et de plusieurs alliés européens, fut perçu comme une erreur géopolitique. Les critiques soutenant qu'il accroît la dépendance de l'Allemagne et de l'Europe à l'égard de l'énergie russe, compromettant ainsi la sécurité énergétique du continent et sapant les efforts pour présenter un front uni face à l'agression de Moscou. La défense du projet par l'Allemagne, malgré ces critiques, a contribué à l'image d'un partenaire peu fiable sur les questions de sécurité.

Les relations de l'Allemagne avec la Chine et la Russie, deux de ses partenaires économiques les plus importants, sont devenues de plus en plus complexes. Pendant des années, l'Allemagne a réussi à maintenir un équilibre délicat, entretenant des liens commerciaux solides avec la Chine tout en défendant les droits de l'homme et les valeurs démocratiques. Cependant, à mesure que les tensions géopolitiques se sont intensifiées, notamment autour des abus contre les droits de l'homme en Chine, en particulier au Xinjiang et à Hong Kong, l'approche prudente de l'Allemagne a été de plus en plus critiquée. Ses détracteurs, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, accusent l'Allemagne de privilégier ses intérêts économiques au détriment de ses obligations morales.

La relation de l'Allemagne avec la Russie s'est fortement détériorée depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022. **L'hésitation initiale de l'Allemagne à imposer des sanctions sévères à la Russie et sa dépendance au gaz russe via Nord Stream 2 ont été critiquées.** Bien que l'Allemagne se soit finalement alignée sur ses partenaires de l'UE et de l'OTAN en sanctionnant la Russie, sa réponse tardive a terni sa crédibilité de leader. La crise énergétique qui a suivi l'imposition des sanctions a soulevé des questions sur la planification stratégique à long terme de l'Allemagne, en particulier sa dépendance au gaz russe.

LES IMPLICATIONS DU DECLIN DIPLOMATIQUE DE L'ALLEMAGNE

Les difficultés diplomatiques de l'Allemagne ont des répercussions profondes, pour l'UE comme la communauté internationale. Des questions telles que la migration, la relance économique et le changement climatique nécessitent une action coordonnée, et la réticence de l'Allemagne à prendre les devants a ralenti les progrès dans ces domaines.

Sur la scène mondiale, le retrait de l'Allemagne de son rôle de leader pose un défi pour le multilatéralisme. **Historiquement, l'Allemagne a été un fervent défenseur des institutions internationales telles que l'OMC et l'Accord de Paris sur le climat.** Son influence diminuée affaiblit ces cadres, car la voix de l'Allemagne a été une force modératrice encourageant la coopération et le compromis. Sans un leadership allemand fort, la capacité de ces institutions à relever les défis mondiaux pourrait être compromise.

Les difficultés diplomatiques de l'Allemagne pourraient avoir des conséquences durables sur sa propre stabilité économique. Comme l'a souligné The Wall Street Journal, l'économie allemande, axée sur les exportations, dépend fortement de relations internationales stables et de marchés ouverts. Si l'Allemagne continue d'aliéner ses partenaires clés—que ce soit par sa gestion des affaires européennes, ses relations tendues avec les États-Unis ou ses liens complexes avec la Chine et la Russie, elle risque de saper les bases mêmes de son succès économique.

CONCLUSION

L'évolution de l'Allemagne depuis la réunification se caractérise par des réussites remarquables, mais également par des défis persistants. La réunification de l'Est et de l'Ouest, événement historique par excellence, a symbolisé le triomphe de l'unité sur la division. Cependant, elle a aussi révélé des disparités économiques, sociales et culturelles profondes qui continuent de marquer la trajectoire du pays. Il a été très difficile de digérer cette réunification, principal événement des derniers 25 ans en Allemagne, pourtant les Allemands semblaient y être parvenus. Malgré ces obstacles, l'Allemagne s'est imposée comme un pilier de stabilité européenne, exerçant une influence économique et politique sans égal au sein de l'Union européenne au début du siècle.

Durant les trois dernières décennies, l'Allemagne a incarné le leadership européen, guidant le continent à travers les crises grâce à sa puissance économique et à son pragmatisme diplomatique. Qu'il s'agisse de la crise de la zone euro ou de la gestion des flux migratoires, elle a consolidé sa position de pierre angulaire de l'intégration européenne. Sous la direction d'Angela Merkel, elle a exemplifié les idéaux du multilatéralisme et de la coopération, devenant le moteur incontournable du projet européen. Cependant, cette prééminence n'était pas sans coûts. Si son rôle était souvent indispensable, sa domination perçue a parfois aliéné les plus petits États membres et exacerbé des tensions internes.

En 2024, l'Allemagne se trouve à un carrefour. Le ralentissement de sa croissance économique, accentué par des défis liés à l'énergie, à l'innovation et à la compétitivité, a affaibli sa capacité à servir de modèle. Parallèlement, la fragmentation de son paysage politique a érodé le consensus nécessaire à une action décisive, tant au niveau national qu'europpéen. Jadis considérée comme un moteur de l'intégration, l'Allemagne est désormais perçue comme un frein, sa prudence suscitant la frustration de ceux qui aspirent à des réformes plus ambitieuses au sein de l'Union. La montée des divisions

internes, conjuguée à la perte de confiance dans son leadership européen, a intensifié ce sentiment de crise.

L'expérience allemande offre des leçons précieuses pour d'autres nations cherchant à équilibrer leurs responsabilités nationales et internationales. Ses succès passés démontrent l'importance d'un leadership efficace, tandis que ses difficultés actuelles mettent en lumière les risques de l'inertie politique et des divisions. En définitive, il n'existe pas de formule magique quand nous parlons de politique et de gestion étatique, alors que la réunification semblait derrière elle, de nouveaux problèmes ont émergé récemment dans le pays et menacent la stabilité d'un pays qui était autrefois le roc de l'Europe Continentale. Les années Merkel et certaines réformes libérales n'ont pas fait que du bien au pays, alors que certaines plaies du passé se réouvrent. Le chemin que l'Allemagne choisira dans les années à venir ne déterminera pas seulement son avenir, mais influencera également profondément celui de l'Union européenne et sa capacité à relever les défis du XXI^e siècle. Mais la récente crise politique et les prochaines élections dans le pays semblent envoyer un message contraire.

Par **Pierre Clairé**, Directeur Adjoint des Études du Millénaire

Crédit photo : [A large building with flags flying in front of it Tourist Attraction - Reichstag berlin germany.](#), Picryl, via Pixabay, sous license CC0 1.0 Universal Public Domain Dedication.



Le Millénaire est un groupe de réflexion spécialisé sur les questions de politiques publiques. Il est composé d'une centaine de contributeurs de divers horizons — cadres du privé, du public, chercheurs, chefs d'entreprises — et chacun expert dans son domaine.

Président : William THAY

Secrétaire générale : Marion PARISSET

Vice-présidents: Gilles BÖSINGER et Olivier BODO

Directeur des études : Clement PERRIN

Directeurs adjoints des études: Pierre CLAIRE et Matthieu HOCQUE

Communication : communication@lemillenaire.org

Presse : presse@lemillenaire.org

Et pour suivre toutes les actualités du Millénaire :

<http://lemillenaire.org>



***Mentions légales :** L'ensemble de ce rapport relève de la législation française et internationale sur le droit d'auteur et de la propriété intellectuelle. Tous les droits de la reproduction sont réservés à l'association « Le Millénaire », la reproduction de tout ou partie de ce rapport sur quelque support que ce soit est formellement interdite sauf autorisation expresse du Président de l'association.*